



Bilan social du cycle COVID-19 en Amérique latine et les Caraïbes (2020-2021)

Diagnostic de la situation
socio-économique et environnementale
en Amérique latine et dans les Caraïbes

CENTRE DE GESTION DES CONNAISSANCES
OBSERVATOIRE PASTORAL SOCIO-ANTHROPOLOGIQUE

Collection de documents CELAM à débattre

N° 02



CONSEIL ÉPISCOPAL D'AMÉRIQUE LATINE

CENTRE DE GESTION DES CONNAISSANCES
OBSERVATOIRE PASTORAL SOCIO-ANTHROPOLOGIQUE

Bilan social **du cycle COVID-19 en** **Amérique latine et les** **Caraïbes (2020-2021)**

Diagnostic de la situation
socio-économique et environnementale
en Amérique latine et dans les Caraïbes

Réseau des Observatoires de la Dette Sociale
de l'Amérique Latine et des Caraïbes (Red ODSAL)

Organisation d'Universités Catholiques de l'Amérique Latine et des Caraïbes (ODUCAL)

Première édition, Bogota, D.C., octobre 2021

Éditorial CELAM

Carrera 5 N.º 118-31
PBX: (571) 587 97 10, ext. 307 - 345 y 351
editora@celam.org

Président du CELAM

Mons. Miguel Cabrejos Vidarte, OFM
Archevêque de Trujillo, Pérou

1er Vice-président du CELAM

Card. Odilo Pedro Scherer
Archevêque de São Paulo, Brésil

2ème Vice-président du CELAM

Card. Leopoldo José Brenes
Archevêque de Managua, Nicaragua

Président du Conseil des Affaires Économiques

Mons. Rogelio Cabrera López
Archevêque de Monterrey, Mexique

Secrétaire Général

Mons. Jorge Eduardo Lozano
Archevêque de San Juan de Cuyo, Argentine

Secrétaire Général Adjoint

Prêtre David Jasso
Archidiocèse de Monterrey, Mexique

Directeur du Centre de Gestion des Connaissances

Guillermo Sandoval Vásquez

Coordinador du projet

Dr. Agustín Salvia

Auteure

Victoria Taboada
Réseau des Observatoires de la Dette Sociale de l'Amérique latine et des Caraïbes (Red ODSAL)
Organisation d'Universités Catholiques de l'Amérique Latine et les Caraïbes (Oducal)

Contribution Théologique-Pastorale

Mons. Jaime Mancera Casas
Équipe de Réflexion Théologique-Pastorale du CELAM

Assistance technique

Mónica D'Ámico

Design graphique

María Nazarena Gómez Aréchaga

Ce document constitue le résumé exécutif du document complet intitulé « Équilibre social du cycle COVID-19 en Amérique latine et les Caraïbes (2020-2021) », qui est en cours d'édition.

Conseil du Centre de Gestion des Connaissances du CELAM

Card. Oscar Andrés Rodríguez (Coordinateur) • Mons. Jaime Calderón (sous-coordinateur) • Mons. Jorge Eduardo Lozano • Mons. Pedro Ossandon • Mons. Pierre André Dumas • Mons. Jaime Mancera • Mons. José Dolores Grullón • Prêtre David Solano • Prêtre Enrique Quiroga • Prêtre Peter Hughes • Sœur Maricarmen Bracamonte • Dre Waleska Sanabria • Dre María Clara Bingemar • Dr. Rodrigo Guerra • Dr. Adrián Arias • Dr. Juan Esteban Belderraín • Dr. Juan Carlos Nuñez

Équipe du Centre de Gestion des Connaissances

Mg. Guillermo Sandoval (Directeur intérimaire) • Dr. Agustín Salvia (Coordinateur Domaine Observatoire Socio-Anthropologique Pastoral) • Mg. Francisco Campos (Coordination Domaine Connaissances Partagées).

Avec les licences ecclésiastiques appropriées. Tous droits réservés. Cette publication ne peut être reproduite dans sa totalité ou en partie par quelque moyen que ce soit sans autorisation écrite préalable du CELAM.

© Conseil Épiscopal Latino-américain, CELAM
Carrera 5 N° 118-31
Section Aérienne 51086
Tél. : (571) 587 97 10 / Fax : (571) 587 97 17
celam@celam.org

Table

Avant-propos	7
Introduction	9
Résumé Exécutif	13
1. Rêve écologique	
La situation d'emploi	13
Protection sociale et pandémie	14
Environnement et changement climatique	16
Systèmes et santé en pandémie	17
2. Rêve social	
Paupérisation, indigence et inégalité	19
Exclus sociaux	21
La situation des enfants et des adolescents	23
La situation des femmes	25
3. Rêve culturel	
Droits humains	25
Les conséquences de la pandémie sur les régimes politiques	26
Participation citoyenne	29
Références bibliographiques	30
Réflexions Théologiques-Pastorales	33
Dans une perspective globale	
Appelés à promouvoir et à participer aux changements nécessaires	33
Dans un regard sur des sujets spécifiques	
Appelés aux soins de la santé et de la vie	35
Appelés à proposer la bonne nouvelle du travail	35
Appelés à encourager la conversion écologique	36
Appelés à accompagner la société civile dans le développement d'une économie sociale	36
Appelés à éclairer les nouvelles formes de participation citoyenne	36
Appelés à écouter et dialoguer avec les victimes, avec les pauvres	37
Le besoin de rêver ensemble	

La pandémie a rendu transparentes les inégalités sociales qui affligent nos peuples et a exposé —sans demander la permission ni le pardon— la situation déchirante de tant de frères et sœurs, cette situation que tant de mécanismes post-vérité ne pouvaient cacher. Plusieurs choses que nous tenions pour acquises tombaient comme un château de cartes. Nous avons expérimenté comment, du jour au lendemain, notre mode de vie peut changer radicalement [...] Les migrants, les sans-papiers, les travailleurs informels sans revenu fixe ont été, dans de nombreux cas, privés de toute aide de l'État et empêchés d'accomplir leurs tâches habituelles, aggravant leur pauvreté déjà atroce. L'une des expressions de cette culture de l'indifférence, c'est qu'il semble que ce tiers souffrant de notre monde n'intéresse pas suffisamment les médias dominants et les faiseurs d'opinion, il n'y paraît pas. Il reste caché, blotti. [...]

Sœurs et frères, rêvons ensemble. Et de la même manière que je demande cela avec vous, je veux, aussi avec vous, vous transmettre quelques réflexions sur l'avenir que nous devons construire et rêver. J'ai dit réflexions, mais peut-être pourrait-on dire rêves, car en ce moment le cerveau et les mains ne suffisent pas, il faut aussi le cœur et l'imagination : il faut rêver pour ne pas revenir en arrière. Nous devons utiliser cette superbe faculté de l'être humain qu'est l'imagination, ce lieu où l'intelligence, l'intuition, l'expérience et la mémoire historique se rencontrent pour créer, composer, s'aventurer et risquer. Rêvons ensemble, car ce sont précisément les rêves de liberté et d'égalité, de justice et de dignité, les rêves de fraternité qui ont amélioré le monde. Et je suis convaincu que dans ces rêves le rêve de Dieu s'insinue pour nous tous, que nous sommes ses enfants... Rêvons ensemble, rêvez entre vous, rêvez avec les autres.

**Message vidéo du Saint-Père François aux mouvements populaires.
Le Vatican, 2021**



Avant-propos

Six mois après le premier rapport sur la question sociale en temps de la COVID en Amérique latine et dans les Caraïbes, les données fournies par la deuxième version confirment la nécessité de changements structurels qui s'attaquent aux inégalités et aux exclusions qui semblent s'accroître dans notre région. Après six mois, les données des organisations internationales et des centres d'études nous montrent l'accentuation des effets graves de la COVID. Il existe aussi des opinions optimistes concernant un certain niveau de récupération économique. Cependant, il est évident que, si nous maintenons les structures actuelles, l'iniquité et le rejet des personnes humaines continueront de s'aggraver, ainsi que les dommages causés à notre Maison commune.

Le fait de discerner les signes des temps est essentiel pour fonder solidement l'action pastorale de notre Église. Les connaissances expertes, ainsi que les sentiments du Peuple de Dieu au milieu des racines de nos sociétés (comme celui exprimé dans le Temps d'Écoute de l'Assemblée ecclésiale de l'Amérique latine et des Caraïbes), sont très utiles pour cette tâche. Les deux se complètent et éclairent pour comprendre la réalité et agir en conséquence. En ce sens, le nouveau rapport que nous livre l'Observatoire socio-anthropologique et pastoral (OSAP) du Centre de gestion des connaissances du CELAM n'est pas qu'un apport technique de plus. Il a un soutien académique, mais il analyse la réalité de l'Amérique latine et des Caraïbes d'un point de vue croyant et intègre une réflexion théologique-pastorale.

Dans ce document, nous trouverons des données concernant l'ampleur de la crise, mais en même temps la manière dont les États ont réagi, évitant que la catastrophe ne soit trois fois pire. De la même façon, il avertit que le financement de l'aide à la population augmente l'endettement de nos peuples. C'est un signal d'alarme, car cela signifie essentiellement que le coût de la pandémie sera financé par une plus grande pauvreté.

Nous sommes particulièrement inquiets de perdre, dans les faits, une génération en termes de formation. L'éducation a beaucoup souffert de l'impact de la COVID.

En plus, ce qui nous inquiète aussi c'est que la récupération de l'emploi sera plus lente que prévu et, comme il est indiqué, plus lente que la récupération de l'économie. Il n'y a pas de plus grande pauvreté que celle de ne pas avoir de travail, nous a dit à juste titre le Saint-Père François. Dans cet item, les plus touchés sont les femmes et les jeunes.

Ce qui nous fait de la peine aussi c'est qu'en matière de logement et de santé, les déficits sont loin d'être réduits. Une preuve en est que, bien qu'un peu plus de 8 % de la population mondiale vive dans notre région, la contagion s'élève à 20 % du total mondial et les décès à 30 % des décès dus à la COVID dans le monde.

Nous sommes également préoccupés par la situation de la démocratie en Amérique latine et dans les Caraïbes. La population perçoit des déficits importants qui doivent être traités sérieusement.

Tout cela nous amène à nous remettre activement entre les mains de Dieu. Bien sûr, dans la prière et l'action. En travaillant toujours pour que la volonté du Père s'accomplisse et s'incarne parmi nous. Nous ne pouvons jamais oublier que Dieu continue toujours à créer, et pour ce faire, il nous demande aujourd'hui de mettre notre intelligence et nos mains en mouvement. La recherche de la justice et de la solidarité s'enracine dans l'amour de Dieu et du prochain. Cet enseignement, lorsqu'il est pleinement assumé, a une conséquence très claire dans la dimension sociale de l'évangélisation.

En ce sens, nous présentons ce rapport avec l'espoir placé en Dieu et aussi en chacun de nos frères, sous la protection de Notre-Dame de Guadalupe.

Mons. Jorge Lozano
Archevêque de San Juan de Cuyo | Secrétaire Général du CELAM





Introduction

J'espère qu'en cette époque où nous vivons, reconnaissant la dignité de chaque personne humaine, nous pourrions raviver ensemble un désir mondial de fraternité. Parmi tous : « Voici un beau secret pour rêver et faire de notre vie une belle aventure. Personne ne peut lutter contre la vie seul. [...] On a besoin d'une communauté qui nous soutient, qui nous aide et dans laquelle nous nous entraïdons pour aller de l'avant. Comme c'est important de rêver ensemble ! [...] Dans la solitude, vous risquez d'avoir des mirages, dans lesquels vous voyez ce qui n'est pas là ; les rêves se construisent ensemble. Rêvons comme une seule humanité, comme marcheurs d'une même chair humaine, comme enfants de cette même terre qui nous abrite tous, chacun avec la richesse de sa foi ou de ses convictions, chacun avec sa propre voix, tous frères.

**Lettre encyclique Fratelli tutti du Saint-Père François sur la fraternité et l'amitié sociale, 8.
Le Vatican, 2020**

Plus d'un an et demi s'est écoulé depuis l'apparition du premier cas de maladie à coronavirus (COVID-19) en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui a déclenché une crise sanitaire qui s'est prolongée avec une détérioration persistante du développement humain et social. La prolongation de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a fait près d'un million et demi de morts en Amérique latine et dans les Caraïbes et a conduit à plus de 44 millions de cas confirmés depuis son apparition dans la région, en février 2020. La région accumule presque la cinquième partie des cas confirmés de COVID-19 et environ 30% des décès dans le monde, bien qu'elle ne compte que 8,4% de la population mondiale.

Les conditions de vulnérabilité qui caractérisent l'Amérique latine et les Caraïbes l'ont rendue particulièrement sensible aux effets de la pandémie. Cette crise sans précédent a mis en évidence la centralité de la santé et du bien-être des individus et des communautés pour la performance des économies et le développement social. En ce sens, ce rapport met en évidence comment les faiblesses historiques en termes politico-

économiques et institutionnels, dans un contexte d'inégalités structurelles croissantes, ont rendu difficile la maîtrise de la pandémie et de ses effets sociaux.

Le 11 mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré que l'épidémie originaire de la ville de Wuhan en raison du nouveau coronavirus s'était transformée en pandémie. La COVID-19 s'est propagée aux quatre coins du monde, laissant des millions de personnes infectées et décédées dans son sillage, et créant une crise sanitaire, économique et sociale d'une ampleur sans précédent. Comme l'a mentionné le Saint-Père François dans la bénédiction *Urbi et Orbi* du 28 mars 2020, «la tempête dévoile notre vulnérabilité et révèle ces assurances fausses et superflues avec lesquelles nous avons construit nos agendas, nos projets, nos routines et nos priorités».

Or, la région était pratiquement stagnante dans les années qui ont précédé la crise économique de 2020. La croissance moyenne n'avait été que de 0,3% sur la période 2014-2019. Cette période de six ans a été l'un de ceux avec la

croissance la plus faible puisqu'il existe un record, seulement comparable à ceux qui incluent la Première Guerre mondiale ou la Grande Dépression (CEPALC, 2021c). L'incertitude politique, les tensions entre les pays les plus développés et le ralentissement de l'investissement mondial créaient déjà un contexte peu propice à la croissance régionale avant le début de la pandémie. Dans ce contexte, en 2020, en raison de la crise sanitaire, l'Amérique latine et les Caraïbes ont connu la plus forte contraction économique des 120 dernières années et ont été la région qui a enregistré les pires performances de toutes les régions en développement.

La contraction aurait pu être trois fois plus importante si des politiques de soutien n'avaient pas été mises en place de manière quasi généralisée (FMI, 2021). Selon les estimations annuelles de la Banque mondiale, la baisse du produit intérieur brut dans le monde en 2020 serait de 3,5 % (Banque mondiale, 2021a). Cependant, la crise n'a pas eu d'effets homogènes entre les régions du monde : les pays situés dans l'hémisphère sud sont ceux qui ont subi les plus fortes baisses de croissance économique, avec des impacts très importants et avec des

scénarios difficiles à résoudre à court terme.

Dans ce contexte, la pauvreté aurait ajouté 22 millions de personnes par rapport à l'année précédente, avec un effet significatif sur les filles et les garçons. La perte de revenus du travail due au chômage a entraîné une augmentation du taux de pauvreté et aussi l'ampleur des inégalités de revenus. On connaît des jalons historiques sur le marché du travail, tels que la baisse de l'emploi et de la participation au marché du travail et l'augmentation du chômage. La situation des personnes en situation de vulnérabilité, telles que les travailleurs informels, les femmes et les jeunes, les peuples autochtones, les personnes d'origine africaine, les migrants et les personnes handicapées, s'est aggravée. En plus, l'effet sur l'éducation entraîne le risque de perdre une génération en termes d'éducation. La crise a également provoqué la fermeture d'un grand nombre de petites et moyennes entreprises (PME), ainsi que la destruction de capital humain et d'emplois. Ceci exacerbe l'hétérogénéité productive de la région, à laquelle s'ajoutent les faibles niveaux d'investissement (CEPALC, 2021b).

Graphique 1.1. Projections de croissance économique mondiale en glissement annuel. En pourcentage (2018-2023).

	2018	2019	2020	Projections		
				2021p	2022p	2023p
Produit mondial	3,2	2,5	-3,5	5,6	4,3	3,1
Économies avancées	2,3	1,6	-4,7	5,4	4,0	2,2
États Unis	3,0	2,2	-3,5	6,8	4,2	2,3
Europe occidental	1,9	1,3	-6,6	4,2	4,4	2,4
Japon	0,6	0,0	-4,7	2,9	2,6	1,0
Marchés émergents et en développement	4,6	3,8	-1,7	6,0	4,7	4,4
Amérique Latine et Caraïbes	1,8	0,9	-6,5	5,2	2,9	2,5
Europe et Asie centrales	3,5	2,7	-2,1	3,9	3,9	3,5
Asie de l'Est et du Sud-Est	6,5	5,8	1,2	7,7	5,3	5,2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	0,6	0,6	-3,9	2,4	3,5	3,2
Asie du sud	6,4	4,4	-5,4	6,8	6,8	5,2
Afrique sub-saharienne	2,7	2,5	-2,4	2,8	3,3	3,8

Source: Élaboration personnelle basée sur les données de la Banque mondiale (2021).

Pour l'année 2021, une large amélioration des situations économiques est attendue, avec une croissance mondiale de 5,6%. Une décomposition de cette projection nous permet de voir que les économies avancées connaîtraient une croissance de 5,4% cette année, parvenant à inverser les effets de la COVID-19 et à retrouver le chemin du développement. Dans le cas des économies émergentes, une augmentation de 6 % est attendue d'ici 2021, mais pas dans toutes les régions on réussira à inverser le déclin causé par la pandémie, et cette amélioration ne suffira pas à récupérer les niveaux de PIB de 2019 (CEPALC, 2021b). De même, la gestion sanitaire de la pandémie génère de nouvelles instabilités économiques, parmi lesquelles on souligne l'augmentation de la dette publique pour résoudre l'augmentation des dépenses publiques, ainsi que l'augmentation de l'inflation et la dépréciation des monnaies locales par rapport au dollar américain. (Banque mondiale, 2021a).

L'arrivée de la COVID a généré une crise systémique dans tous les pays de la région. Une baisse du produit brut régional de 6,5% est estimée en 2020 (Banque mondiale, 2021a), avec des impacts encore plus brusques en Argentine (-9,9%), au Pérou (-11,1%), au Panama (-17,9%) et dans les économies dépendantes du tourisme, comme Belize, Bahamas, Barbade ou Jamaïque, qui affichent des baisses de plus de 10 %. Dans la plupart de ces cas, les taux de croissance attendus ne seront pas suffisants pour inverser l'effet COVID, au moins en 2021. Ce sont très peu les cas qui pourront revenir aux conditions de 2019, parmi lesquels le Brésil, le Chili, le Guatemala et le Paraguay, où l'on prévoit une croissance supérieure à celle de l'année précédant l'arrivée de la COVID.

Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes se caractérisent par des conditions structurelles d'inégalité, de vulnérabilité et d'exclusion sociale qui se conjuguent et se reproduisent avec l'informalité et l'emploi précaire, la faiblesse des systèmes de protection sociale et des structures productives avec un faible niveau d'intégration et des capacités limitées pour soutenir des niveaux de croissance durables. Ces conditions se reflètent dans la structure institutionnelle des systèmes de santé et ont été exacerbées par la pandémie. Avec des

systèmes de santé sous-financés et fragmentés (CEPALC / OPS, 2020) et des systèmes de protection sociale faibles et insuffisants, une proportion importante de la population de la région a approfondi ses besoins fondamentaux non satisfaits. Ainsi, outre le scénario sanitaire alarmant que la pandémie a signifié pour la santé publique dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, la faiblesse du modèle de développement de la région, en termes économiques, sociaux et environnementaux, est devenue évidente. Les impacts multiples et profonds que la crise sanitaire a connus et continue d'avoir, malgré la récupération économique, révèlent la vulnérabilité structurelle de la région. La pandémie de COVID-19 a mis en évidence non seulement la nécessité de mettre en œuvre des politiques globales et de reconnaître l'interdépendance qui existe entre la santé, l'économie, le développement social et l'environnement (CEPALC / OPS, 2020), mais aussi, compte tenu de sa prolongation, elle a consolidé la centralité de l'action de l'État et celle des marchés et de la société civile.

Actuellement, il existe un consensus parmi les organisations internationales sur les directions possibles que la récupération post-COVID-19 peut prendre. Deux scénarios possibles sont proposés : un premier scénario sera caractérisé par une reprise oscillante, où une croissance lente commencerait à être observée à partir de 2022 accompagnée d'une faible confiance causée par les épidémies possibles de nouveaux cas de COVID-19, ainsi qu'une augmentation des vulnérabilités économiques qui compliquerait les conditions financières. Un deuxième scénario, en revanche, serait caractérisé par une expansion soutenue, accompagnée d'une augmentation de la confiance et de l'accélération du rythme des changements technologiques. Cette perspective optimiste perd cependant de vue le fait que, s'il n'y a pas de changements structurels dans les modèles de développement et de distribution, les inégalités et les exclusions structurelles devront s'approfondir malgré les progrès.

Graphique 1.2. Projections de croissance économique en glissement annuel en Amérique latine et dans les Caraïbes. En pourcentage (2018-2023).

	Projections					
	2018	2019	2020	2021p	2022p	2023p
Amérique Latine et les Caraïbes	1,8	0,9	-6,5	5,2	2,9	2,5
Amérique du Sud						
Argentine	-2,6	-2,1	-9,9	6,4	1,7	1,9
Bolivie	4,2	2,2	-8,8	4,7	3,5	3,0
Brésil	1,8	1,4	-4,1	4,5	2,5	2,3
Chili	3,7	0,9	-5,8	6,1	3,0	2,5
Colombie	2,6	3,3	-6,8	5,9	4,1	4,0
Equateur	1,3	0,1	-7,8	3,4	1,4	1,8
Guyane	4,4	5,4	43,5	20,9	26,0	23,0
Paraguay	3,2	-0,4	-0,6	3,5	4,0	3,8
Pérou	4,0	2,2	-11,1	10,3	3,9	3,5
Suriname	2,6	0,3	-14,5	-1,9	0,1	1,3
Uruguay	0,5	0,4	-5,9	3,4	3,1	2,5
Amérique centrale						
Belize	2,9	1,8	-14,1	1,9	6,4	4,2
Costa Rica	2,1	2,2	-4,1	2,7	3,4	3,1
Le Salvador	2,4	2,6	-7,9	4,1	3,1	2,4
Guatemala	3,3	3,9	-1,5	3,6	4,0	3,8
Honduras	3,8	2,7	-9,0	4,5	3,9	3,8
Mexique	2,2	-0,2	-8,3	5,0	3,0	2,0
Nicaragua	-3,4	-3,7	-2,0	0,9	1,2	1,4
Panama	3,6	3,0	-17,9	9,9	7,8	4,9
Dominique	2,3	3,6	-10,0	1,0	3,0	2,5
Les Caraïbes						
Bahamas	3,0	1,2	-16,2	2,0	8,5	4,0
Barbados	-0,6	-0,1	-18,0	3,3	8,5	4,8
République Dominicaine	7,0	5,1	-6,7	5,5	4,8	4,8
Grenade	4,1	1,9	-12,6	3,5	5,0	4,9
Haïti	1,7	-1,7	-3,3	-0,5	1,5	2,0
Jamaïque	1,9	0,9	-10,0	3,0	3,8	3,2
Sainte-Lucie	2,6	1,7	-20,4	2,6	11,5	8,1
Saint-Vincent et les Grenadines	2,2	0,5	-3,8	-6,1	8,3	6,1

Source: Élaboration personnelle basée sur les données de la Banque mondiale (2021).



Resume Executif

1. Rêve écologique

Prendre soin du monde qui nous entoure et nous contient, c'est prendre soin de nous-mêmes. Mais nous devons devenir un « nous » qui habite la maison commune. Ce souci n'intéresse pas les puissances économiques qui ont besoin d'un profit rapide. Fréquemment, les voix qui s'élèvent pour la défense de l'environnement sont réduites au silence ou ridiculisées, déguisant en rationalité ce qui ne sont que des intérêts privés. Dans cette culture que nous développons, vide, immédiate et sans projet commun, "vu l'épuisement de certaines ressources, il est probable qu'un scénario favorable se crée pour de nouvelles guerres, déguisées derrière de nobles revendications".

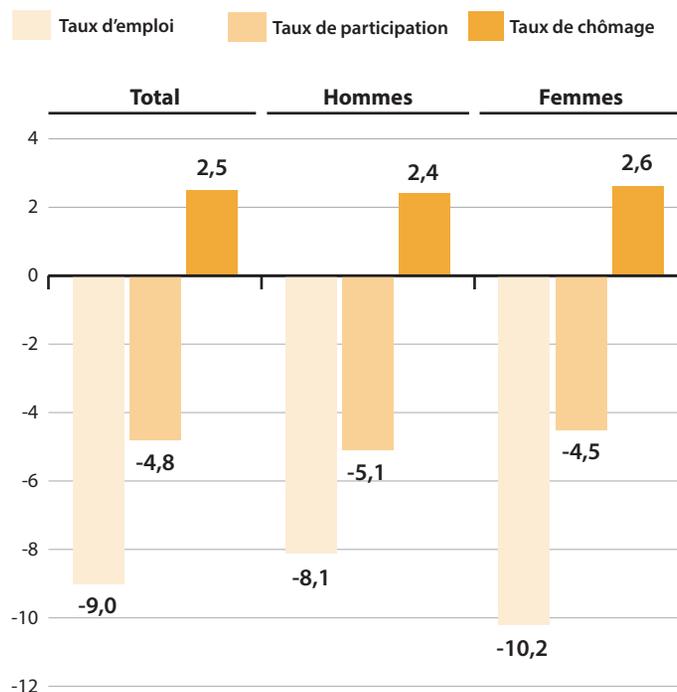
Lettre encyclique Fratelli tutti du Saint-Père François sur la fraternité et l'amitié sociale, 17. Le Vatican, 2020

La situation d'emploi

- ▶ Avant le début de la pandémie de COVID-19, l'OIT (2020) estimait qu'environ 470 millions de personnes dans le monde entier n'avaient pas accès à un travail rémunéré. En Amérique latine et dans les Caraïbes, avant la pandémie, 26 millions de personnes étaient au chômage (8,1%

de la population régionale). On estime que 35 millions d'emplois ont été perdus dans la région pendant la crise. En d'autres termes, plus de 50 millions de personnes ont été confrontées à la pandémie sans travail pour gagner leur vie.

Graphique 2.1. Variation des taux d'emploi, de participation et de chômage par genre en Amérique latine et dans les Caraïbes. En pourcentage (2019-2020).



Source: Élaboration personnelle basée sur les données de la CEPALC (2021).

- ▶ Il est important de noter que la perte d'emploi n'était pas l'effet principal d'une augmentation du chômage ou de l'emploi informel, mais plutôt il y a eu une transition considérable vers l'inactivité forcée (OIT, 2021a). Dans ce cadre, les pays d'Amérique latine ont annoncé des mesures ayant pour objectif de protéger les revenus des travailleurs formels, parmi lesquelles se distinguent les mesures de protection des salariés, la réduction du temps de travail et l'interdiction des licenciements.
- ▶ Cependant, ces mesures n'ont pas pu arrêter les pertes d'emplois parmi les travailleurs informels et les petites entreprises. La contraction de l'emploi s'est concentrée sur les emplois les plus précaires, informels et peu rémunérés, entraînant une baisse significative de la masse salariale totale (CEPALC, 2021b). C'était le cas en Uruguay (5 %), en Argentine (9 %), au Costa Rica (15 %) et au Pérou (plus de 25 %).
- ▶ L'impact de la crise a été plus important sur l'emploi informel des jeunes femmes. Entre 2019 et 2020, le nombre de personnes employées a diminué de près de 25 millions de personnes, dont près de 13 millions étaient femmes (CEPALC, 2021c). Cela s'est traduit par un taux de chômage des femmes de 11,9%. Ce qui est détecté en 2021, c'est que de nombreuses femmes qui ont perdu leur emploi en 2020 ne sont pas retournées le chercher en raison de la surcharge des tâches dans leurs maisons.
- ▶ Malgré l'augmentation du nombre de personnes employées, au premier trimestre 2021, la région n'avait récupéré que 58% du total des emplois perdus pendant la crise. Pour l'ensemble de 2021, on estime que le taux d'activité de travail augmentera de 3,4 p.p., passant de 57,7 % en 2020 à 61,1 % en 2021 (CEPALC, 2021b). Les hommes retrouveraient des niveaux de participation similaires à ceux enregistrés avant la crise, tandis que les femmes atteindraient des taux de participation similaires à ceux de 2006 (49%). Compte tenu de la lente augmentation des taux d'occupation et des taux de participation plus élevés, le taux de chômage passerait de

10,5 % à 11 % entre 2020 et 2021. Comme pour les taux de participation, les femmes auraient un pire résultat, avec un taux de chômage qui serait de 12,7 % (CEPALC, 2021b).

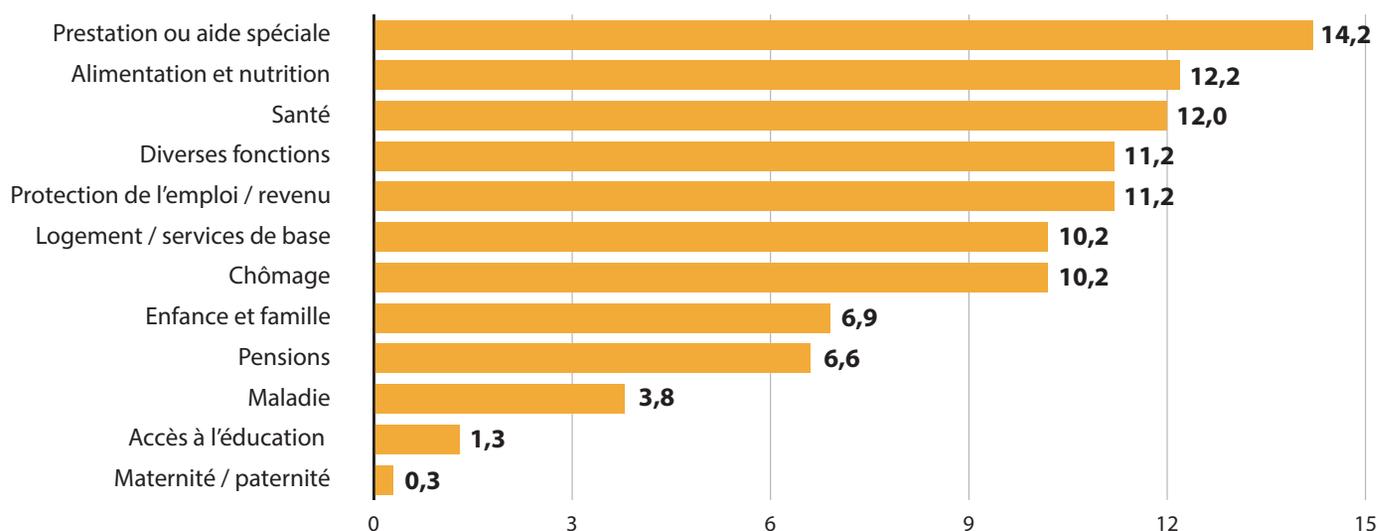
Protection sociale et pandémie

- ▶ Avec le début de la pandémie, l'OIT (2021c) estime qu'environ 1600 mesures de protection sociale ont été annoncées en 2020 dans le monde, exécutées principalement à travers les pensions et les subventions, la protection des revenus et de l'emploi, l'assurance chômage, la santé, le logement, la provision des services de base et de l'approvisionnement alimentaire.
- ▶ En ce qui concerne la protection sociale en Amérique latine et dans les Caraïbes, la tendance a été à l'augmentation au cours de la dernière décennie, avec des avancées importantes dans la couverture des groupes traditionnellement exclus. Le début de la crise sanitaire, sociale et économique causée par COVID-19 a mis en évidence l'importance des systèmes de protection sociale dans les sociétés à haut niveau de vulnérabilité comme celles d'Amérique latine et des Caraïbes.
- ▶ En 2020, 32 pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont adopté 263 mesures de protection sociale non contributives visant à maintenir la consommation et à garantir des conditions de vie essentielles. 46 % de ces mesures correspondent à des transferts monétaires (326 millions de personnes dans la région ont reçu des transferts d'urgence), 22 % à des transferts en nature, 12 % concernent l'accès aux services de base et 20 % correspondent à un soutien direct aux personnes et aux familles. Cela explique l'activation rapide des réponses par les gouvernements de la région.
- ▶ Le début d'une nouvelle augmentation des cas en 2021 a rendu nécessaire la reprise et le renforcement des

mesures annoncées en 2020, se focalisant notamment sur les transferts d'espèces et l'accès aux services de base (CEPALC, 2021d). Entre mars et avril 2021, les transferts monétaires ont été repris dans la plupart des pays de la région (Revenu familial d'urgence en Argentine et au Chili, Bon familial en Bolivie, Revenu solidaire en Colombie, entre autres) ainsi que des garanties d'accès aux services

de base (suspension des coupures de service pour non-paiement, blocage des tarifs, dispense de paiement des factures, interdiction des majorations). Pourtant, ce n'était pas le cas au Costa Rica, au Salvador, au Guatemala et au Paraguay, qui n'ont pas annoncé la reprise des transferts face au début de la nouvelle vague (CEPALC, 2021b).

Graphique 2.2. Répartition des mesures par fonction de protection sociale en Amérique latine et dans les Caraïbes. En pourcentage du total des mesures annoncées (février - août 2020).



Source: Élaboration personnelle basée sur les données de l'OIT.

- ▶ Dans ce contexte, la collaboration des organisations de la société civile et des organisations non gouvernementales était cruciale, atteignant les populations que l'État ne parvient pas à aider. Ces organisations ont mis en place des stratégies de sensibilisation et d'information sur les mesures de prévention de la contagion, les campagnes de distribution de nourriture, les produits d'hygiène, les soins aux personnes âgées et aux détenus, ainsi qu'une aide d'urgence aux orphelinats, aux communautés indigènes, aux communautés rurales et aux individus migrants.
- ▶ Ce sont les gouvernements qui doivent établir des régimes fiscaux et redistributifs afin que la richesse d'une partie soit partagée avec équité. Actuellement, des millions de personnes dans la région sont accablées par l'excès de travail, tandis que des millions d'autres sont accablées par le manque de travail. De même, l'expérience latino-

américaine réfute la nécessité de mettre en œuvre des systèmes de protection sociale universels et complets, en élargissant leur couverture, en particulier dans un contexte de grande pauvreté. Le salaire de base universel, les transferts universels pour l'enfance et l'élargissement des pensions sociales sont des mesures à envisager pour que chacun puisse accéder aux biens les plus élémentaires de la vie.

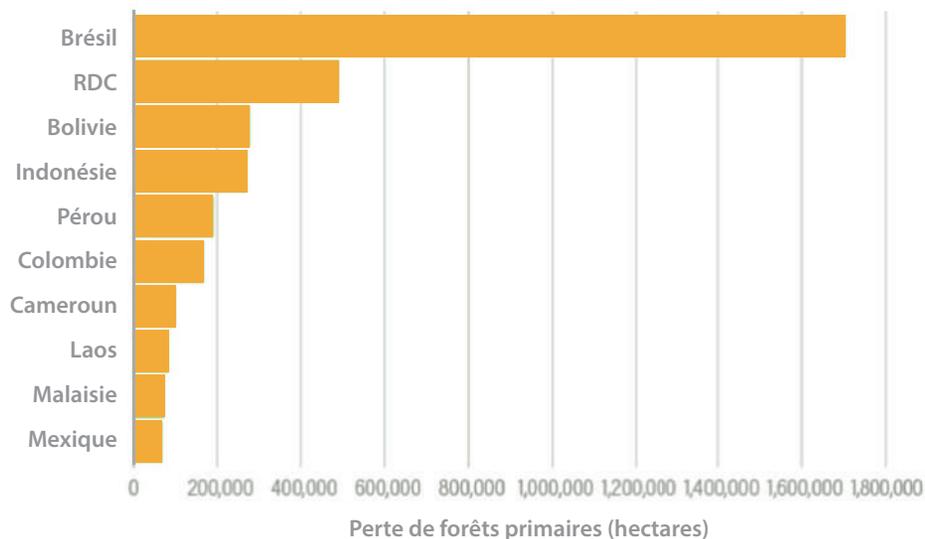
Environnement et changement climatique

- Le changement climatique est l'un des problèmes les plus importants auxquels l'humanité sera confrontée dans les prochaines décennies : c'est pour cette raison que s'impose un changement urgent dans les paradigmes de production et de consommation pour inverser les dommages déjà causés. L'Amérique latine et les Caraïbes constituent une région particulièrement vulnérable

à l'impact du climat en raison des caractéristiques géographiques, climatiques, socio-économiques et démographiques (CEPALC, 2019).

- Dans la région, les quarantaines, la circulation réduite et les fermetures d'établissements commerciaux ont produit en retour des améliorations locales de la qualité de l'air dans des villes comme Bogotá, Mexico, Rio de Janeiro et Santiago. Néanmoins, ces améliorations, ainsi que celles des émissions de gaz à effet de serre, ont été temporaires et se sont dissipées au fur et à mesure de la reprise des activités économiques.
- En Amérique latine, l'exploitation forestière indiscriminée n'a pas laissé de répit malgré le début des périodes de confinement. Sur les 10 pays avec la plus grande perte de forêts natifs, 5 se trouvent en Amérique latine (Brésil, Bolivie, Pérou, Colombie et Mexique), dont 4 possèdent une partie de la forêt amazonienne (World Resources Institute, 2021). Dans le cas du Brésil, en 2020, environ 1,8 million d'hectares de forêts couvertes ont été perdues.

Graphique 2.3. Perte des forêts natifs. En hectares (2020).



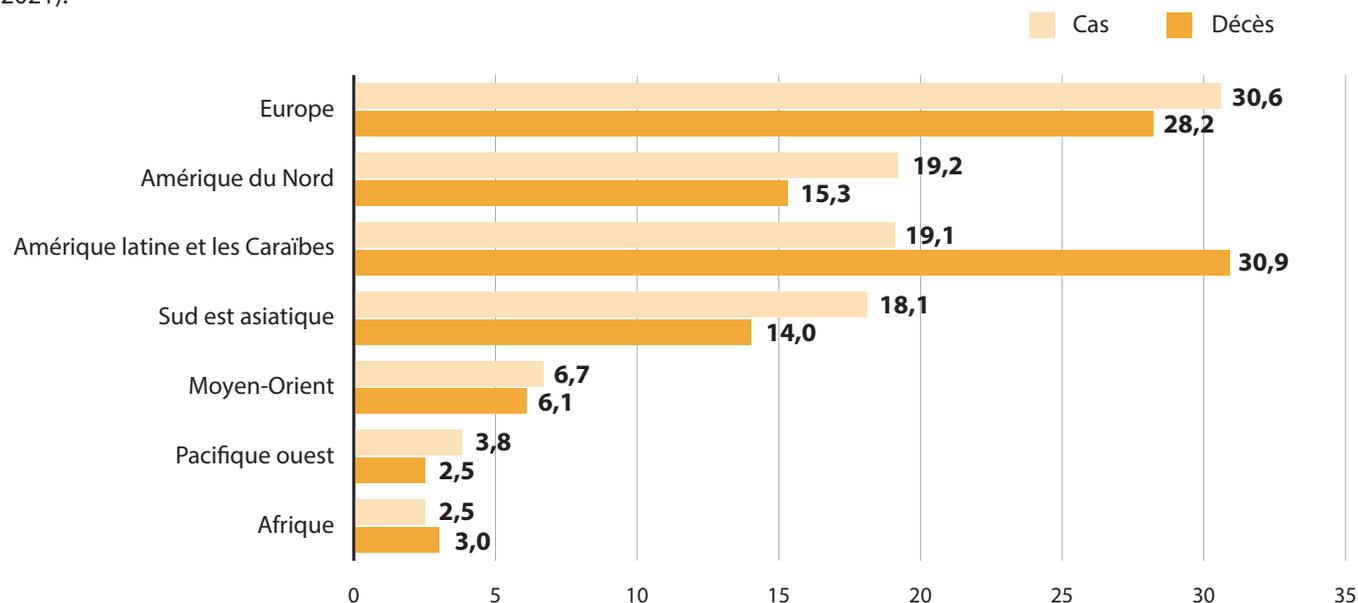
Source: World Resources Institute.

- ▶ D'autre part, la situation environnementale de la région est également marquée par des catastrophes naturelles. 2020 a été la deuxième année la plus chaude de l'histoire, avec des sécheresses intenses et des tempêtes intenses. À cause du changement climatique, les tempêtes sont plus longues et plus intenses dans notre région, générant encore plus de complications pour la situation sanitaire (OMM, 2021). En 2020, plus de 200 personnes sont mortes en Amérique centrale à cause des ouragans Eta et Iota, qui ont, en plus, causé des pertes économiques de plusieurs millions de dollars dans les infrastructures et la production alimentaire à la suite des inondations.
- ▶ Pour l'année 2021, les organisations internationales prévoient une augmentation d'environ 5 % des émissions de gaz à effet de serre en Amérique latine et dans les Caraïbes, s'éloignant de l'objectif de 0 % d'émissions pour l'année 2030 (CEPALC, 2021b). Par ailleurs, le World Resources Institute (2021) a détecté une augmentation de déforestation au premier semestre 2021 : 17% plus qu'en 2020. Quant aux catastrophes naturelles, l'OMM (2021) s'attend à une saison avec moins d'activité pour les tempêtes tropicales, par rapport à l'année précédente, comme on l'a vu avec la tempête Ida dans l'Atlantique Nord.
- ▶ La pandémie de COVID-19 est rapidement devenue une menace pour la santé de l'ensemble de la population mondiale. À ce jour, l'OMS a signalé environ 240 millions de cas et près de 5 millions de décès. L'Amérique latine, les Caraïbes et l'Amérique du Nord comptent environ 19 % des cas dans le monde. Au total, le continent américain représente près de 40 % des cas dans le monde, suivi de l'Europe avec environ 30 % des cas. Mais le plus grand nombre de décès se produit en Amérique latine et dans les Caraïbes, atteignant 30,9% des décès dans le monde. Il est important de souligner que, malgré un nombre similaire de cas, l'Amérique latine et les Caraïbes comptent près de deux fois plus de décès que l'Amérique du Nord, ce qui explique les lacunes du système de santé face à la pandémie.
- ▶ Le nombre élevé de décès en Amérique latine et dans les Caraïbes peut s'expliquer, dans une large mesure, par l'incidence de comorbidités ou de maladies chroniques dans la population de la région, parmi lesquelles on trouve les maladies cardiovasculaires, rénales, respiratoires et le diabète, l'obésité et l'hypertension. La population avec ce type de maladies serait celle qui aurait souffert des symptômes les plus graves dus à la COVID-19, par rapport à celles sans comorbidité (OPS, 2021).
- ▶ D'autre part, dans ce contexte d'incertitude, les situations de crise et la peur de l'inconnu entraînent des effets sur la santé mentale et le bien-être psychosocial des populations. Le fait de devoir faire face à une situation inconnue telle que la pandémie peut amener les gens à avoir des sentiments liés à la peur, à l'inquiétude et au stress. Ce sont des réponses normales à des moments où nous sommes confrontés à l'incertitude, ou à des situations de changement ou de crise, qui peuvent durer plusieurs années après l'expérience de la pandémie (OPS, 2020).
- ▶ Dans ce contexte, les vaccins se sont développés à une vitesse record. Plus de 15 types de vaccins ont été créés

Systemes et santé en pandémie

- ▶ Avant le début de la pandémie, l'état de santé de l'Amérique latine et des Caraïbes indiquait des complications majeures, notamment en raison de la prévalence des maladies non transmissibles et des déficiences dans le fonctionnement des systèmes de santé dues au manque de financement adéquat pour ce secteur (environ 3 % du PIB régional investi dans les systèmes de santé). Selon la CEPALC (2020f), les systèmes de santé de notre région sont sous-financés, segmentés et fragmentés.

Graphique 2.4. Cas confirmés et décès dus à la COVID-19 dans le monde, par région. En pourcentage (mars 2020 - octobre 2021).



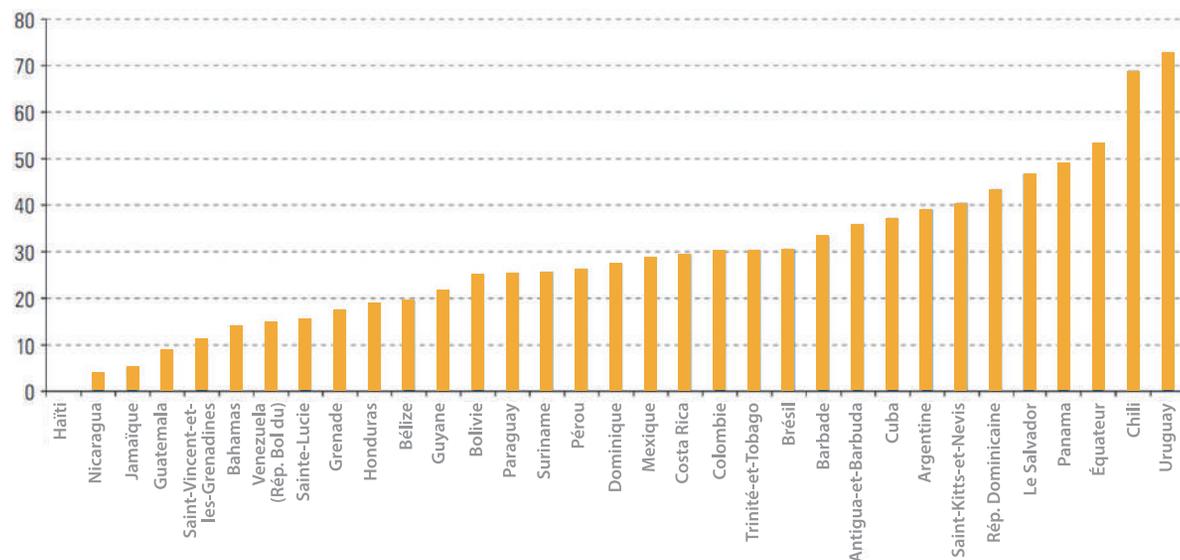
Source: Élaboration personnelle à partir de données de l'OMS.

et approuvés tout au long de 2020, permettant aux campagnes de vaccination de commencer à la fin de cette année. L'OMS mentionne qu'à ce jour (18 octobre 2021), le nombre de vaccinés dans le monde s'élève à 6.544.787.495, dont seulement 2.767.036.072 ont un schéma vaccinal complet. Cependant, selon l'OPS (2021), 75 % de la population d'Amérique latine et des Caraïbes n'est encore pas complètement vaccinée contre la COVID-19 et dans la région plus d'un tiers des pays n'ont pas encore vacciné plus de 20 % de la population cible.

- Le pays qui a le plus progressé dans la vaccination de la population est l'Uruguay (environ 75 % des personnes

vaccinées), suivi du Chili (environ 70 %). En revanche, certains pays de l'Amérique centrale et des Caraïbes (comme Haïti, le Guatemala, la Jamaïque et le Nicaragua) ne sont pas encore parvenus à vacciner au moins 10 % de leur population. Selon les estimations de l'OPS (2021), le nombre de vaccins qui doivent être fournis dans les différents pays de l'Amérique latine et des Caraïbes, pour immuniser 60% de la population, correspond à 540 millions de doses, ce qui constitue une situation complexe compte si on tient compte du déficit de vaccins et des ressources nécessaires pour arriver à pourvoir les doses suffisantes dans les différents pays.

Graphique 2.5. Couverture des programmes complets de vaccination contre la COVID-19. En pourcentage de la population (2021).



Source: La prolongation de la crise sanitaire et son impact sur la santé, l'économie et le développement social, CEPALC, 2021.

2. Rêve social

Des parties de l'humanité semblent sacrificiables au profit d'une sélection qui privilégie un secteur humain digne de vivre sans limites. Au fond, « les personnes ne sont plus considérées comme une valeur primordiale à respecter et à protéger, surtout si elles sont pauvres ou handicapées, si « elles ne sont pas encore utiles » —comme les enfants à naître—, ou si elles ne sont « plus utiles » —comme les anciens. Nous sommes devenus insensibles à toute forme de gaspillage, commençant par la nourriture, qui est l'une des plus honteuses. »

Lettre encyclique Fratelli tutti du Saint-Père François sur la fraternité et l'amitié sociale, 18. Le Vatican, 2020

Paupérisation, indigence et inégalité

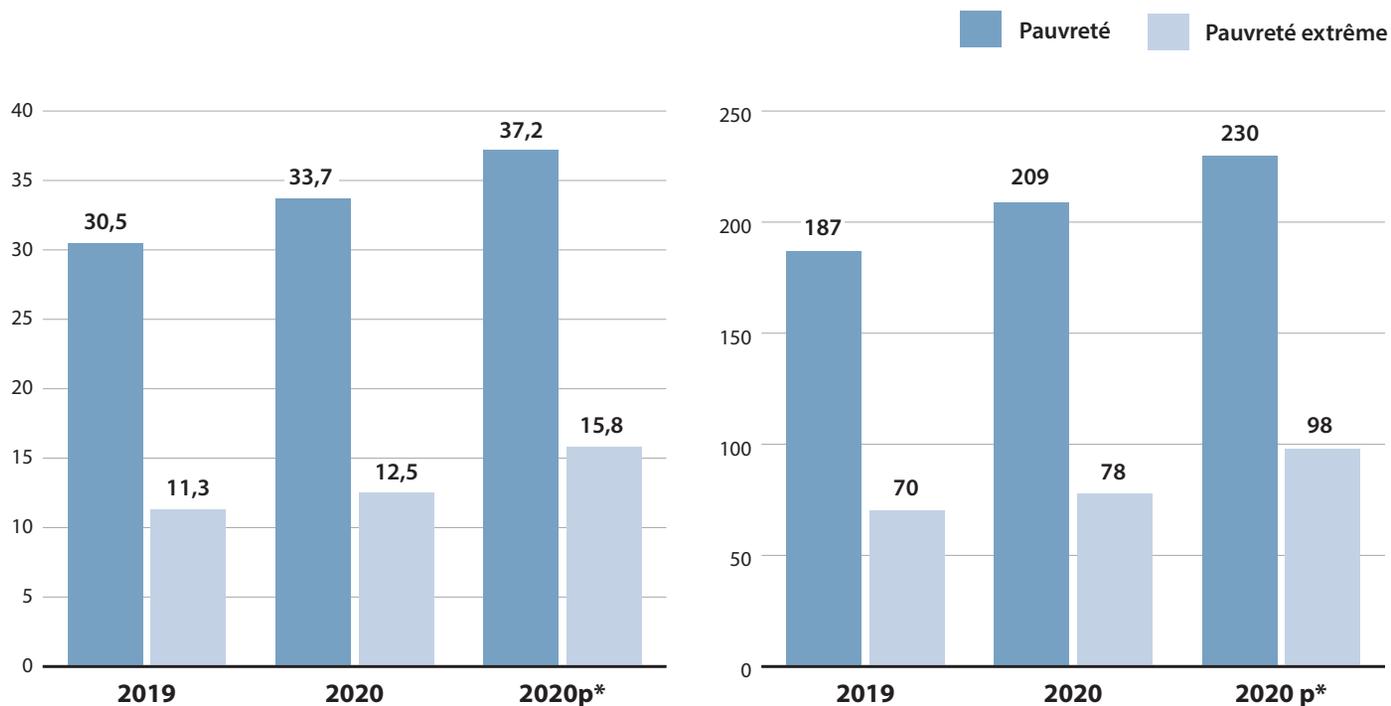
- ▶ Avant la pandémie, dans le monde, la pauvreté et l'indigence touchaient environ 1.300 millions de personnes en 2018, et il enregistrait un processus de réduction lente mais systématique. Mais un an après le début de la pandémie de COVID-19, la Banque mondiale (2021) estime qu'en 2020 entre 119 et 124 millions de personnes sont tombées dans la pauvreté, et entre 88 et 93 millions dans l'extrême pauvreté, ce qui implique une augmentation de la pauvreté mondiale pour la première fois en 20 ans.
- ▶ Contrairement à la situation mondiale, en Amérique latine et dans les Caraïbes, une augmentation des niveaux de pauvreté et d'indigence a été observée au

cours de la dernière décennie, principalement en raison de l'augmentation de la pauvreté au Venezuela, au Brésil, en Argentine et en Équateur. En 2019, la pauvreté dans la région atteignait 30,5% de la population, dont 11,3% étaient d'indigents. Le déclenchement de la pandémie, conjugué à la perte d'emplois et à la réduction des revenus du travail, a entraîné une détérioration des conditions de vie et une transition significative vers la pauvreté : 22 millions de personnes sont tombées dans la pauvreté, dont 8 millions sont tombées dans l'extrême pauvreté. La CEPALC (2021c) a estimé que, dans un scénario sans

mesures de protection sociale, l'augmentation aurait été de plus de 40 millions de personnes.

- Dans ce contexte, le rôle de l'économie sociale dans la satisfaction des besoins économiques en dehors de l'économie de marché était crucial, démontrant sa capacité à répondre aux situations critiques. Pourtant, l'économie sociale reste limitée lorsqu'il s'agit de favoriser la sortie des familles et des individus des situations de pauvreté et de privations injustes.

Graphique 3.1. Taux de pauvreté et d'extrême pauvreté, et personnes vivant dans la pauvreté et l'extrême pauvreté en Amérique latine. En pourcentages et en millions de personnes (2019-2020*).



* p = projection qui estime l'absence d'effet de la protection sociale sur la pauvreté et l'extrême pauvreté.

Source: Élaboration personnelle basée sur les données de la CEPALC.

- ▶ La première décennie du XXI^e siècle a entraîné une diminution des inégalités dans notre région, coïncidant avec une période d'expansion économique. Cependant, la décennie 2010-2020 a été caractérisée par un ralentissement conjoint des économies, entraînant une détérioration soutenue de la qualité de vie ces dernières années, ainsi qu'une lente diminution des inégalités dans la répartition des revenus. Pour l'année 2019, l'indice de Gini était en moyenne de 0,460. Les valeurs les plus faibles, inférieures à 0,40, sont enregistrées en Argentine et en Uruguay, tandis qu'au Brésil et en Colombie elles dépassent 0,52 (CEPALC, 2021c).
- ▶ En 2020, la conjonction de la crise économique, du travail et sanitaire a produit une augmentation des inégalités de revenus dans tous les pays de la région. La CEPALC (2021c) estime une augmentation de 5,6% de l'indice de Gini entre les années 2019-2020, avec des variations régressives dans tous les pays de la région. Néanmoins, en intégrant les subventions effectuées par les gouvernements pour atténuer la perte de revenus du travail, l'augmentation attendue de l'indice de Gini moyen pour la région serait de 2,9 %. Les pays les moins touchés seront le Guatemala et le Paraguay, avec des variations comprises entre 1 et 1,9% ; les pays où les inégalités augmenteront le plus seront l'Argentine, l'Équateur et le Pérou, avec des variations de 6 % ou plus dans leurs indices de Gini.
- ▶ En 2019, les personnes âgées représentaient 13 % de la population d'Amérique latine et des Caraïbes (84,9 millions de personnes). D'ici 2030, on s'attend à ce qu'environ 17 % de la population soit âgée, dénotant un processus de vieillissement progressif de la population régionale (CEPALC, 2020b). Le début de la pandémie a exposé cette population à des risques sanitaires plus importants, puisque cette population est la plus susceptible d'avoir une maladie grave, surtout si elle a des maladies préexistantes.
- ▶ Dans la grande majorité des pays de la région, les personnes âgées souffrent de maladies cardiovasculaires (AVC et cardiopathies ischémiques), de maladies respiratoires chroniques et de diabète (CEPALC, 2020c). À ces comorbidités s'ajoutent également une série de situations, telles que la co-résidence dans des structures familiales intergénérationnelles ou la résidence dans des hôpitaux gériatriques, qui augmentent le risque de contagion pour les personnes âgées, ainsi que l'inefficacité des systèmes de santé et d'accompagnement pour protéger ce groupe de population (Acosta et al, 2021).
- ▶ Les migrants représentent une masse de 272 millions de personnes (3,5% de la population mondiale), selon les calculs de l'OMM pour l'année 2019. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les migrations se caractérisent principalement par le fait d'être hors de la région, bien que ces dernières années, il y ait eu une augmentation considérable de la migration intra-régionale. La région a été témoin d'une augmentation sans précédent des flux migratoires, notamment en Amérique centrale et en provenance du Venezuela (BID, 2021).
- ▶ Le début de la crise dû à l'arrivée de la COVID-19 dans la région a provoqué la paralysie des mouvements internationaux de personnes, la fermeture temporaire et indéfinie des frontières, et l'imposition de mesures de confinement domestique. Le manque d'accès à un logement convenable, le manque de papiers et

Exclus sociaux

- ▶ Dans un contexte de pauvreté et d'inégalités croissantes, il est essentiel de mettre au premier plan de la visibilité ceux qui sont cruellement rejetés par la société, qui subissent intensément les conséquences de la pandémie : les personnes âgées, les migrants, les peuples autochtones et les personnes handicapées. Ces populations sont particulièrement vulnérables en Amérique latine et dans les Caraïbes, car c'est là que la pauvreté, la marginalisation et l'abandon sont les plus concentrées.

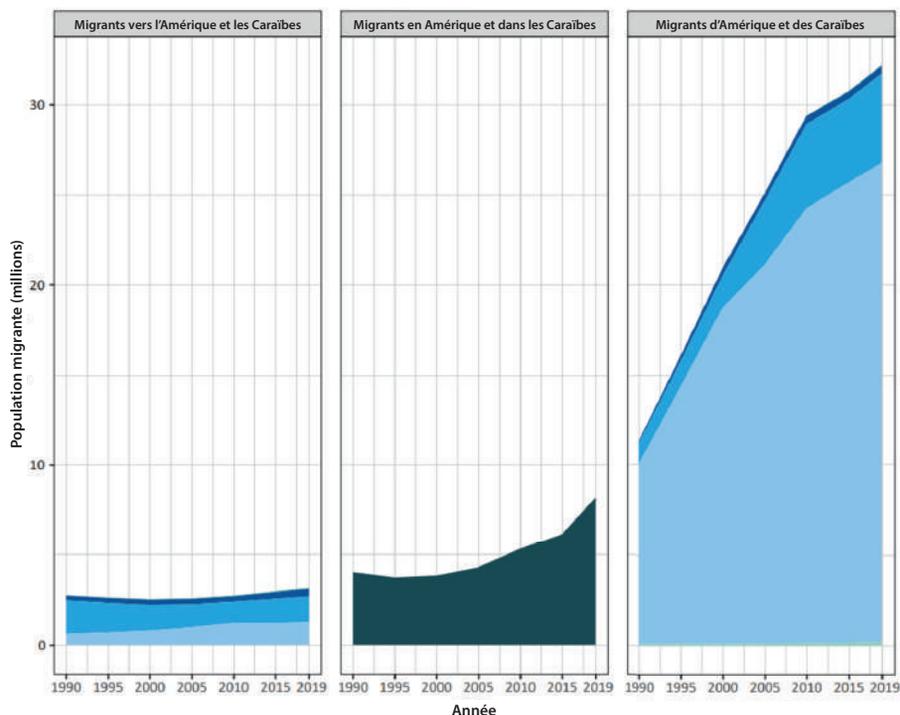
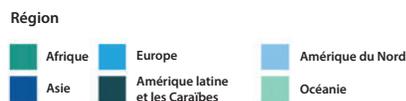
l'impact sur les emplois informels compliquent encore la situation des migrants dans notre région, étant l'une des populations les plus vulnérables face à la pandémie.

- ▶ Dans le monde, l'OIT (2019) a estimé qu'environ 476,6 millions de personnes appartiennent aux peuples autochtones, ce qui représente environ 6,2 % de la population. On estime qu'en Amérique latine vivent 58 millions de personnes appartenant à 800 peuples autochtones, représentant 9,8% de la population régionale. Avec la pandémie, l'accès limité aux marchés et aux services de santé dans les zones forestières a rendu les peuples autochtones de ces régions particulièrement vulnérables. La situation est encore plus critique dans le cas des personnes âgées vivant dans ces communautés,

ainsi que des femmes et des filles autochtones (CEPALC, 2020d).

- ▶ Environ 15 % de la population mondiale (1 milliard d'habitants) souffrent d'une forme de handicap, et la prévalence du handicap est plus élevée dans les pays en développement. Selon la CEPALC (2020e), plus de 70 millions de personnes handicapées résident en Amérique latine. Les discriminations dont elles sont victimes sont multiples et renforcées par le genre, l'âge, le lieu de résidence, le statut socio-économique et la situation migratoire. Face à la pandémie, des reculs importants sont attendus dans l'inclusion sociale et de l'acquisition des droits, étant donné que les inégalités et les désavantages antérieurs ont été exacerbés.

Graphique 3.2. Migrants vers, à l'intérieur et depuis l'Amérique latine et les Caraïbes. En millions de migrants (1990-2019).

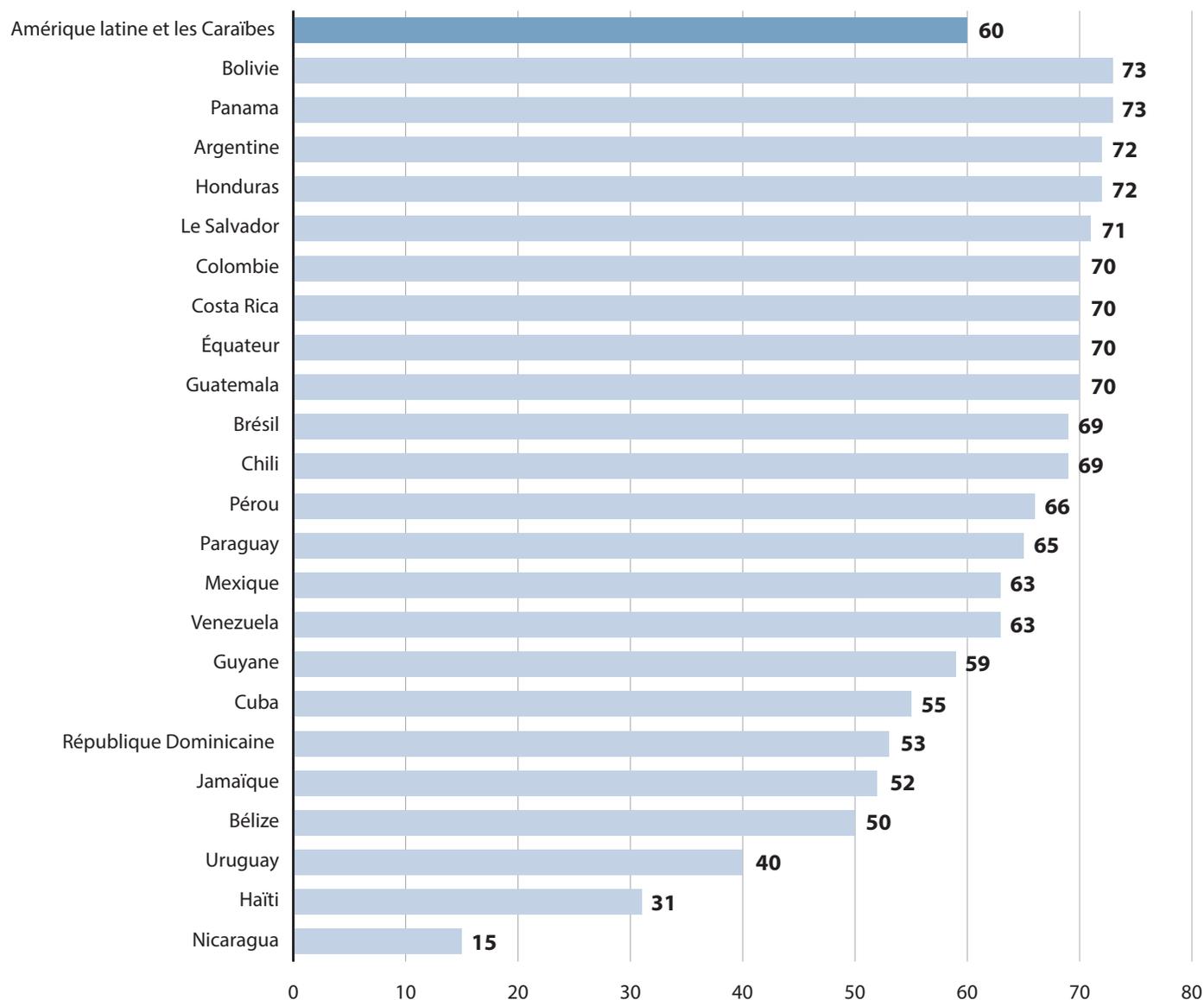


Source: Rapport sur les migrations dans le monde 2020, OIM, 2021.

La situation des enfants et des adolescents

- ▶ Environ 190 millions d'enfants et d'adolescents résident en Amérique latine et dans les Caraïbes. Au cours des deux dernières décennies, des progrès importants ont été réalisés en matière de santé, de nutrition, d'éducation et de protection des droits des filles et des garçons. Cependant, en 2019, on estime que 47,2 % des mineurs étaient en situation de pauvreté, et 19,6 % en situation d'indigence (CEPALC, 2021). L'impact de la crise provoquée par la COVID a été encore plus négatif chez les enfants et adolescents touchés par « la pandémie des inégalités », qui détériore les opportunités de vie et compromet la perspective de leur développement (UNICEF, 2021).
- ▶ Cela nous prévient d'une grande dette de la part de tous les acteurs de la société avec le développement de la population qui constitue l'avenir de l'humanité. Le début de la pandémie et la nouvelle crise ont bouleversé la réalité de l'enfance, par l'interruption de l'éducation, la limitation de l'accès aux services de protection et de santé, l'augmentation des situations de violence et d'abus, ainsi que des effets sur la santé physique et mentale.
- ▶ L'UNICEF (2021) estime que 3 filles, garçons et adolescents sur 10 sont en surpoids en Amérique latine, principalement à cause de la consommation d'aliments ultra-transformés et de boissons sucrées, qui sont facilement accessibles, économiques et fortement promus dans les médias, et le manque de d'activité physique. Pendant la pandémie, le problème de l'accès limité à une alimentation saine s'intensifie : de nombreuses familles ont perdu leurs revenus, s'ajoutant à l'augmentation des prix des denrées alimentaires et à l'impossibilité de recevoir un repas à l'école.
- ▶ La pandémie a également des effets négatifs sur la santé physique et mentale des filles et des garçons (Wang et al, 2021) : pendant les périodes de confinement, les heures d'activité ont été interrompues, entraînant une augmentation du temps passé devant les écrans (téléphones portables, ordinateurs, tablettes), des changements dans les habitudes de sommeil et une perte d'activité physique.
- ▶ Les inégalités au sein de l'enfance sont exacerbées dans le cas de l'accès à l'éducation pendant la pandémie. L'Amérique latine et les Caraïbes sont la région la plus touchée par les fermetures d'écoles : près de 60 % de tous les garçons, les filles et les adolescents ont perdu une année scolaire complète. En moyenne, les écoles d'Amérique latine et des Caraïbes ont été fermées pendant 60 semaines. Ceux qui ont pu continuer leurs cours (soit par des appareils électroniques, soit par l'envoi de devoirs par les enseignants) ont également été gênés par un accompagnement familial insuffisant voire absent, ce qui ne peut en aucun cas être assimilé à un accompagnement en présentiel par des personnels pédagogiques (ONU, 2021).

Graphique 3.3. Nombre de semaines sans cours en présentiel en Amérique latine et dans les Caraïbes. En nombre de semaines (mars 2020 - septembre 2021).



Source: Élaboration propre à partir des données de l'UNESCO.

La situation des femmes

- ▶ La situation des femmes en Amérique latine n'a pas été largement étudié par les organisations régionales. Cependant, les recherches menées au cours des années 2020 et 2021 nous permettent de reconnaître les impacts négatifs de la pandémie sur la population de femmes, qui ont été particulièrement vulnérables à la maladie COVID-19.
- ▶ Parmi les impacts détectés en 2020, une augmentation significative de la violence à l'égard des femmes a été constatée, conséquence directe des mesures d'isolement social obligatoires pour empêcher la propagation du virus. Ces situations sont rendues visibles par l'augmentation des plaintes pour violence de genre : dans la province de Buenos Aires, en Argentine, il y a eu une augmentation de 32% et à Bogotá, en Colombie, une augmentation de 187% pour les lignes téléphoniques et de 774% pour les lignes virtuelles.
- ▶ D'autre part, la pandémie a eu de grands effets sur l'autonomie économique des femmes, notamment en raison de la baisse des niveaux d'emploi et de l'augmentation du chômage et de l'inactivité. Selon la CEPALC (2021e), la pandémie entraînera une réduction des niveaux d'emploi des femmes, ce qui représente un recul d'au moins dix ans. La conséquence directe de cette détérioration a été l'élargissement de l'écart salarial entre les hommes et les femmes.
- ▶ Ces situations non seulement limitent les possibilités de développement personnel des femmes, mais génèrent aussi une surcharge dans la responsabilité des soins et du travail domestique, en raison de la répartition inégale des tâches ménagères. Cette surcharge engendre un retard dans le retour sur le marché du travail des femmes.
- ▶ Il est également important de souligner l'impact de la pandémie sur la santé mentale des femmes. Des études menées dans certains pays d'Amérique latine (Ramírez

Coronel et al, 2020; Gonçalves et al, 2020, Romero et al, 2020) indiquent une augmentation de l'anxiété, de la dépression et de la consommation générale d'alcool, ainsi qu'un degré élevé de résilience face à l'urgence sanitaire.

3. Rêve culturel

Reconnaître chaque être humain comme un frère ou une sœur et chercher une amitié sociale qui intègre tout le monde ne sont pas de simples utopies. Ils exigent la décision et la capacité de trouver les moyens efficaces qui les rendent vraiment possibles. Tout effort dans cette ligne devient un exercice suprême de charité. Car un individu peut aider une personne dans le besoin, mais lorsqu'il s'unit aux autres pour générer des processus sociaux de fraternité et de justice pour tous, il entre dans « le champ de la charité la plus large, la charité politique ». Il s'agit d'aller vers un ordre social et politique dont l'âme est la charité sociale. J'appelle de nouveau à la réhabilitation de la politique, qui « est une vocation très élevée, c'est l'une des formes les plus précieuses de la charité, puisqu'elle cherche le bien commun »

**Lettre encyclique Fratelli tutti du Saint-Père François sur la fraternité et l'amitié sociale, 180.
Le Vatican, 2020**

Droits humains

- ▶ L'Amérique latine et les Caraïbes sont l'une des régions du monde les plus dangereuses en termes de droits humains : la pauvreté et l'extrême pauvreté, l'accès précaire à l'eau et à l'assainissement, l'insécurité alimentaire, la pollution de l'environnement et le manque de logements appropriés placent la région dans une situation d'extrême vulnérabilité aux maladies.

- ▶ La pandémie peut sérieusement affecter la pleine validité des droits humains de la population en raison des risques graves pour la vie, la santé et l'intégrité personnelle supposés par la COVID-19 ; ainsi que ses impacts immédiats, à moyen et à long terme sur les sociétés en général, et sur les personnes et les groupes en situation de vulnérabilité en particulier (OEA, 2020).
- ▶ La CIDH (2020) a exprimé clairement sa préoccupation concernant l'imposition d'états d'urgence ou d'exception, qui suspendent et restreignent certains droits humains, en particulier ceux liés à la liberté d'expression, l'accès à l'information publique, le droit à la propriété privée, l'utilisation de la technologie de surveillance et un stockage massif de données.
- ▶ D'autre part, il y a des groupes plus susceptibles de subir des violations de leurs droits, car ce sont des populations particulièrement à risque : les personnes âgées et les personnes de tout âge ayant des problèmes de santé préexistants, les personnes privées de liberté, les femmes, les peuples autochtones, les personnes en situation de mobilité humains, les filles, les garçons et les adolescents, les personnes d'origine africaine, les personnes handicapées, les personnes qui travaillent et les personnes vivant dans la pauvreté et l'extrême pauvreté, en particulier les personnes qui travaillent de manière informelle et les personnes vivant dans la rue ; ainsi que des défenseurs des droits humains, des leaders sociaux, des professionnels de la santé et des journalistes (CIDH, 2020).

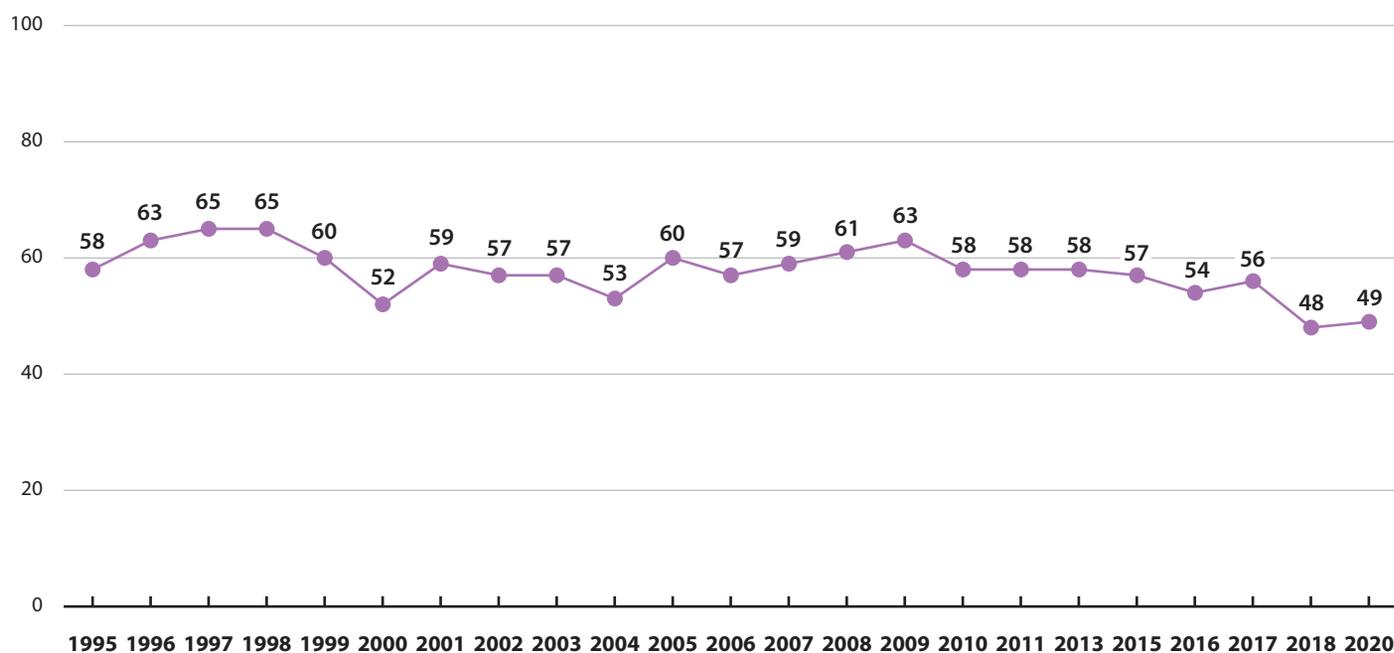
Les conséquences de la pandémie sur les régimes politiques

- ▶ Le début de la pandémie de COVID-19 a généré une perturbation dans tous les aspects de la vie politique en

Amérique latine et dans les Caraïbes, ce qui montrait déjà un déclin du fonctionnement des régimes démocratiques. Seules 3 démocraties (Uruguay, Chili et Costa Rica) sont considérées comme des démocraties à part entière en 2020, tandis que la plupart des démocraties de la région sont considérées comme des démocraties « imparfaites » en raison de lacunes dans les processus électoraux, le fonctionnement du gouvernement, la participation politique, la culture politique et les libertés civiles (The Economist Intelligence Unit, 2021).

- ▶ Selon les données présentées par le Latinobaromètre (2021), le soutien à la démocratie par les sociétés latino-américaines est en baisse depuis 2010. Entre 2010 et 2018, le soutien à la démocratie est passé de 63 % à 48 %. Ce mécontentement s'est exprimé en 2019 avec les manifestations au Chili, en Colombie, en Équateur et au Pérou, manifestations qui ont continué leur cours même en période de pandémie.
- ▶ En 2020, dans un contexte de pandémie, 49% des Latino-Américains soutiennent la démocratie, marquant une légère augmentation par rapport à la tendance du reste de la décennie. Dans 11 pays de la région, une augmentation du soutien à la démocratie a été constatée, le cas le plus paradigmatique étant celui du Salvador (18 % d'augmentation entre 2018 et 2020). Dans 7 pays, une baisse du soutien à la démocratie a été constatée, l'Équateur étant le plus grand exposant de cette tendance, avec une réduction de 17% entre 2018 et 2020.
- ▶ Ce mécontentement est transféré à une évaluation péjorative de la démocratie : 45% de la population latino-américaine reconnaît que la démocratie dans laquelle ils vivent présente de gros problèmes, et 22% perçoivent que leur démocratie a de petits problèmes (Latinobaromètre, 2021). À l'intérieur de la région, 60 % en Argentine, 56 % au Pérou, 55 % en Équateur, 54 % au Chili et 52 % en Colombie et au Paraguay déclarent que la démocratie dans leur pays a de gros problèmes. L'Uruguay est le pays qui se plaint le moins de la démocratie (19%).

Graphique 4.1. Soutien à la démocratie dans les pays d'Amérique latine. En pourcentage (1995-2020).



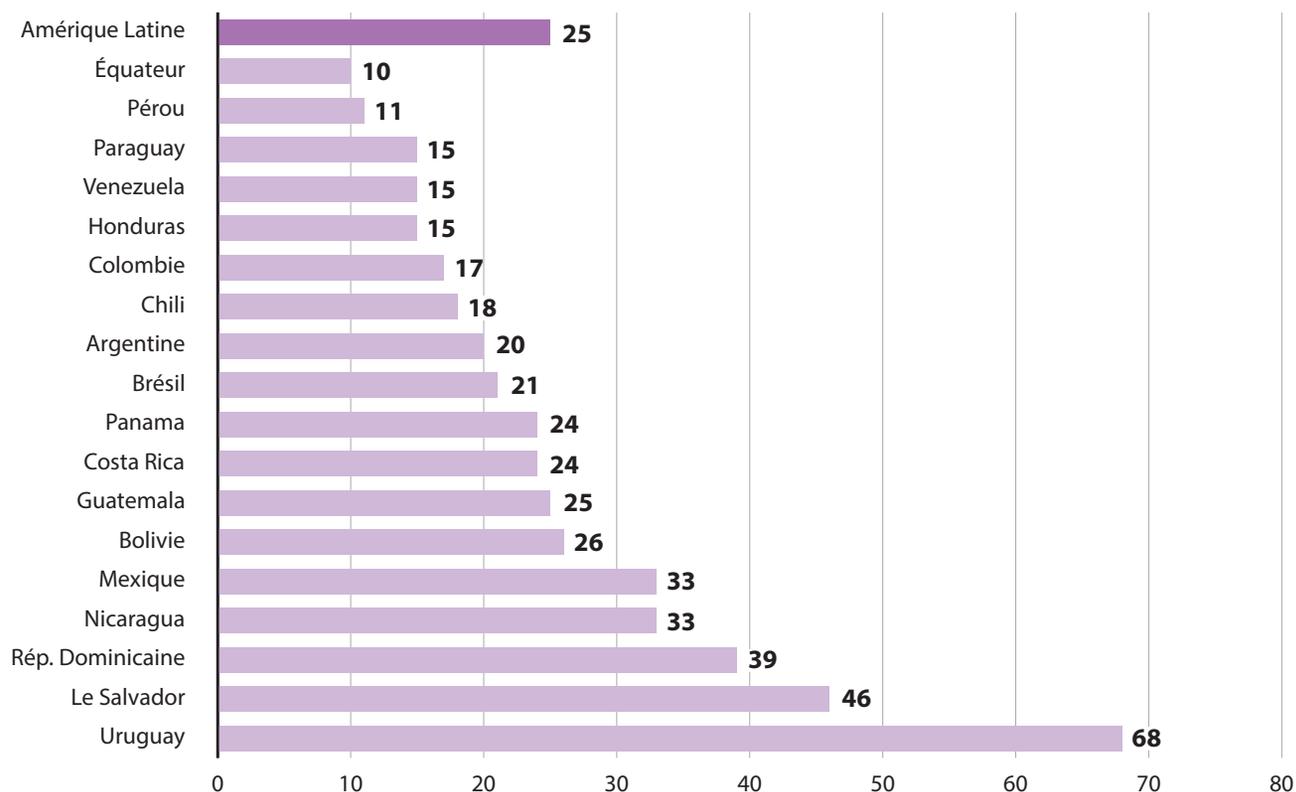
Source: Élaboration personnelle à partir de données de Latinobaromètre.

- ▶ Un autre indicateur important pour évaluer le fonctionnement des démocraties dans la région est la satisfaction à l'égard du régime. Au cours des dernières décennies, la satisfaction à l'égard de la démocratie présente un comportement assez erratique : la satisfaction la plus élevée se situe entre les années 2005 et 2010, année à partir de laquelle commence une baisse marquée de la satisfaction. En pleine pandémie, le mécontentement a atteint 70 %, contre 25 % de satisfaits. 13 des 18 pays interrogés ont moins d'un tiers de la satisfaction de la population.
- ▶ Il est intéressant d'examiner également les préférences des citoyens pour un gouvernement autoritaire par rapport à un gouvernement démocratique. La population

qui préfère ce type de gouvernement représente généralement entre 15 et 20 % du total, restant relativement constante au cours des deux dernières décennies. Le début de la pandémie n'a pas produit de grandes altérations à ce type de gouvernement, contrairement à ce à quoi on pouvait s'attendre dans un contexte de crise. La préférence la plus élevée pour ce type de gouvernement se trouve au Paraguay et au Mexique (24 % et 22 %, respectivement), par rapport au cas de l'Uruguay (8 %).

- ▶ Il est important de considérer les conséquences de ces indicateurs sur le fonctionnement des systèmes politiques. C'est dans des contextes de forte polarisation et d'alternance qu'apparaissent les fractures qui permettent

Graphique 4.2. Satisfaction à l'égard de la démocratie dans les pays d'Amérique latine. En pourcentage (1995-2020).



Source: Élaboration personnelle à partir de données de Latinobaromètre.

l'émergence des populismes. On le voit dans certains pays de notre région : ces dernières années on a vu le déclin du Nicaragua avec Ortega et de Venezuela avec Maduro, et de nouveaux populismes commencent à prendre forme au Salvador avec l'arrivée de l'homme d'affaires Nayib Bukele, au Mexique avec le gouvernement de López Obrador, et au Brésil avec Bolsonaro.

- D'autre part, le contexte de la pandémie et l'imposition des états d'urgence génèrent la création de situations

propices à la corruption. 57% des Latino-Américains perçoivent que la corruption a beaucoup augmenté par rapport à 2019 (Latinobaromètre, 2021). Dans les cas du Venezuela, du Chili et de l'Équateur, l'augmentation atteint des chiffres supérieurs à 70 %. Cela s'explique principalement par la corruption liée à la gestion de la pandémie : à cette époque des cas d'irrégularités sont apparus, comme la vaccination arbitraire des hautes autorités de la région ou la tarification artificielle des fournitures médicales (CAF, 2021).

Participation citoyenne

- ▶ Le début de la pandémie et les nouvelles conditions sanitaires ont produit des modifications dans le déroulement des élections et dans le fonctionnement du système électoral. Il était indispensable d'apporter des adaptations à la tenue de l'acte électoral : 6 pays ont dû reporter leurs élections présidentielles, législatives ou constitutionnelles pour le second semestre 2020 ou pour l'année 2021.
- ▶ En 2020, en Uruguay, les élections municipales ont mis le Parti National en tête, dirigé par le Président Lacalle Pou. En Bolivie, les élections présidentielles ont conduit à la victoire de Luis Arce, le candidat soutenu par Evo Morales, après une période de conflit intense sous le gouvernement de Jeanine Añez. Dans le cas du Brésil, les résultats des élections locales ont montré une tendance vers le centre : seuls 2 des 13 candidats soutenus par Bolsonaro ont réussi à accéder à une mairie, et le PT de Lula da Silva n'a rien remporté.
- ▶ Au Chili, le plébiscite national a déterminé un accord avec le début d'un processus constituant pour rédiger une nouvelle Constitution. En mai 2021, les élections constituintes ont eu lieu, qui ont permis la constitution de la Convention Constitutionnelle qui a commencé ses sessions en juillet de la même année. Et enfin, en décembre 2020, les élections législatives ont eu lieu au Venezuela, avec un taux de participation d'environ 30 % et sans la participation des principaux partis d'opposition.
- ▶ Pour l'année 2021, de nombreuses élections ont été définies dans toute la région. Tout d'abord, en Equateur, la victoire revient à Guillermo Lasso, qui met fin à la période correista. Au Pérou, les élections législatives et présidentielles se sont soldées par le triomphe de Pedro Castillo, avec un peu plus de 60 000 voix que son adversaire, Keiko Fujimori. Au milieu de l'année, le Mexique a élu des gouverneurs locaux, des députés et des congrès, se terminant par une baisse du soutien de López Obrador au pouvoir législatif. Cependant, le parti officiel a étendu sa présence au niveau fédéral, réussissant à contrôler 16 des 32 gouvernements provinciaux. Pour le reste de l'année, des élections présidentielles sont attendues au Chili, au Nicaragua et au Honduras, et des élections législatives en Argentine, au Nicaragua et au Chili.
- ▶ Ces élections se tiennent à des moments de faible qualité institutionnelle dans notre région, dans un environnement de malaise dû à la contagion et à la méfiance envers la mise en œuvre des plans de vaccination, dont des scandales ont été attestés dans plusieurs pays en raison de leur usage clientéliste.
- ▶ Au vu de ces élections et encore dans un contexte de récupération après la pandémie et de malaise social, on attend que les élections laissent plus de place à de nouvelles propositions populistes. Les experts estiment que les exigences du présent entraîneront l'apparition de nouveaux populismes, qui parviennent à rafistoler la situation sociale sans résoudre les problèmes sous-jacents. Les candidats populistes tenteront de capter les votes mécontents et marginaux à travers des propositions qui sensibilisent l'électorat, et ils ne privilégieront plus les liens avec la classe politique traditionnelle.
- ▶ La région fait face à certains défis en termes de participation des citoyens à la politique. Il faut reconnaître que les mécanismes de représentation démocratique ne couvrent pas l'ensemble de la population, c'est pourquoi les partis sont de moins en moins viables comme mécanismes de canalisation des préoccupations et des désaccords. Les taux élevés d'abstention électorale en sont le reflet, indiquant un échec dans la portée des partis. Face à cette crise de représentation, on a l'intuition que les nouvelles expressions de la politique à travers les réseaux sociaux ont une grande valeur, permettant de savoir ce à quoi aspire cette partie de la population qui est en marge de la politique (et qui a souvent une attitude antipolitique) pour les traiter en faveur de l'idéologie politique de chaque parti.

Références

bibliographiques

Acosta, L., Cardona Arango, D., Costa, J., Delgado, A., Freire, F. H., Garay, S., Gómez León, M., Paredes Della Croce, M., Peláez, E., Rodríguez Rodríguez, V., Rojo-Pérez, F. y Silva-Ramírez, R.

Les personnes âgées face à la COVID-19 : tendances démographiques et actions politiques. *RELAP – Revue Latinoaméricaine de Population*, 15 (29), pp. 64-117.

Banque de développement d'Amérique Latine [CAF]

(2021). Les risques de corruption en temps de pandémie. Disponible en: <https://www.caf.com/es/actualidad/noticias/2021/06/lo-riesgos-de-corrupcion-en-pandemia/>

Banque Interaméricaine de Développement [BID]

(2021). *Politiques sociales face au coronavirus. Les migrations en Amérique latine et dans les Caraïbes face à l'impact du coronavirus*. Washington DC: BID.

Banque Mondiale

(2021a). *Global economic prospects*. Washington DC: World Bank.

---- (2021b). *Agissons maintenant pour protéger le capital humain de nos enfants. Les coûts et la réponse à l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le secteur de l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes*. Washington DC: World Bank.

---- (2019). *Global economic prospects*. Washington DC: World Bank.

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes [CEPALC]

(2021a). *La prolongation de la crise sanitaire et son impact sur la santé, l'économie et le développement social*. Santiago de Chili: CEPALC.

---- (2021b) *Le paradoxe de la récupération en Amérique latine et dans les Caraïbes. Croissance avec des problèmes structurels persistants: inégalités, pauvreté, peu d'investissement et faible productivité*. Santiago de Chili: CEPALC.

---- (2021c). *Panorama social de l'Amérique latine 2020*. Santiago de

Chile: CEPALC.

---- (2021d). *Outils de politique sociale et analyse des inégalités pour faire face aux impacts de la pandémie de COVID-19 : apprentissages et défis pour la construction de systèmes de protection sociale universels, complets et durables*. Santiago de Chili: CEPALC.

---- (2021e). *L'autonomie économique des femmes dans une récupération durable et dans l'égalité*. Santiago de Chili: CEPALC.

---- (2020a). *Bulletin sur le vieillissement et les droits des personnes âgées en Amérique latine et dans les Caraïbes*. Santiago de Chili: CEPALC.

---- (2020b). *Défis pour la protection des personnes âgées et de leurs droits face à la pandémie de COVID-19*. Santiago de Chili: CEPALC.

---- (2020c). *Les peuples autochtones d'Amérique latine - Abya Yala et l'Agenda 2030 pour le développement durable. Tensions et défis d'un point de vue territorial*. Santiago de Chili: CEPALC.

---- (2020d). *COVID-19 et les personnes handicapées en Amérique latine. Atténuer l'impact et protéger les droits pour assurer l'inclusion aujourd'hui et demain*. Santiago de Chili: CEPALC.

---- (2020e). *Santé et économie : une convergence nécessaire pour faire face à la COVID-19 et reprendre le chemin du développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes*. Santiago de Chili: CEPALC.

Corporation Latinobaromètre

(2021). *Rapport 2021*. Santiago de Chili: Latinobaromètre.

Cour Internationale des Droits Humains

(2020). *COVID-19 et droits humains : les problèmes et les défis doivent être abordés dans une perspective de droits humains et dans le respect des obligations internationales*. Washington: CIDH.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance [UNICEF]

(2021). *The invisible COVID-19 graveyard: intergenerational losses for the poorest young people and actions to address a human development pandemic*. Nueva York: UNICEF.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance [UNICEF]

(2021). 3 enfants et adolescents sur 10 en Amérique latine et dans les Caraïbes sont en surpoids. Disponible en: <https://www.unicef.org/lac/comunicados-prensa/3-de-cada-10-ninos-ninas-y-adolescentes-en-america-latina-y-el-caribe-viven-con-sobrepeso>

Fond monétaire international [FMI]

(2021). *Perspectives de l'économie mondiale – 2021*. Washington DC: FMI.

Global Forest Watch

(2021). La destruction des forêts primaires a augmenté de 12 % de 2019 à 2020. Disponible en: <https://www.globalforestwatch.org/blog/es/data-and-research/datos-globales-de-perdida-de-cobertura-arborea-2020/>

Gonçalves, L., Rosa, R., Ferreira, G., Loch, M.

“Saúde de mulheres de dois grupos de atividade física: estudo de acompanhamento durante a Covid-19”. *Revista Brasileira de Atividade Física & Saúde*, 25.

Organisation des Nations Unies [ONU]

(2021). Pauvreté en Amérique latine, COVID-19, gaspillage alimentaire... L'actualité de jeudi. Disponible en: <https://news.un.org/es/story/2021/03/1489082>

Organisation des États américains [OEA]

(2020). *Pandémie et droits humains dans les Amériques*. Washington: OEA.

Organisation Internationale du Travail [OIT]

(2021a). *Situation de l'emploi en Amérique latine – 2021*. Lima: OIT.
---- (2021b). *Emploi et perspectives sociales dans le monde - Tendances 2021*. Genève: OIT.
---- (2021c). *Rapport mondial sur la protection sociale 2020-2022*. Genève: OIT.
---- (2020). *Emploi et perspectives sociales dans le monde - Tendances 2020*. Genève: OIT.
---- (2019). *Application de la Convention sur les peuples indigènes et tribaux, num.. 169 de l'OIT*. Genève: OIT.
---- (2018). *Présent et avenir de la protection sociale en Amérique latine et dans les Caraïbes*. Lima: OIT.

Organización Internacional de la Migración [OIM]

(2021). *Rapport sur les migrations dans le monde 2020*. Ginebra: OIM.

Organisation Météorologique Mondiale [OMM]

(2021). *L'état du climat en Amérique latine et dans les Caraïbes 2020*. Genève: OMM.

Organisation Mondiale de la Santé [OMS]

(2021). *World Health Statistics 2021 - monitoring health for the SDGs, sustainable development goals*. Genève: OMS.
---- (2020). *World Health Statistics 2020 - monitoring health for the SDGs, sustainable development goals*. Genève: OMS.
---- (2019). *World Health Statistics 2019 - monitoring health for the SDGs, sustainable development goals*. Genève: OMS.

Organisation Panaméricaine de la Santé [OPS]

(2021). *COVID-19 and comorbidities in the Americas. Hands-on tool to estimate the population at increased and high risk of severe COVID-19 due to underlying health conditions for the Americas*. Washington: OPS.
---- (2020). *Considérations psychosociales et de santé mentale pendant l'épidémie de COVID-19*. Washington: OPS.

Ramírez-Coronel, A.

(2020). “Impact psychologique du confinement par la Covid-19 vers un nouveau construit clinimétrique anxio-dépressif chez les femmes adultes d'Azogues”. *Archives Vénézuéliennes de Pharmacologie et de Thérapeutique*, 39 (8), pp. 828-834.

The Economist Intelligence Unit

(2020). *Democracy Index 2020*.

Wang, G., Zhang, Y., Zhao, J., Zhang, J., Jiang, F.

(2021). Mitigate the effects of home confinement on children during the COVID-19 outbreak. *The Lancet*, 395 (10228), pp. 945-947.

World Resources Institute

(2021). Forest Pulse: The Latest on the World's Forests. Disponible en: <https://research.wri.org/gfr/forest-pulse>





Réflexions Théologiques-Pastorales

Le discernement évangélique et pastoral des situations historiques et de leurs complexités nous invite à aller, à partir de données -recherchées et précisément enregistrées- vers la reconnaissance des défis et des appels que le Seigneur fait entendre au milieu de ces situations historiques spécifiques, pour interpeller notre liberté responsable, pour compromettre notre condition de disciples missionnaires, appelés à être le sel et la lumière du monde, le ferment d'une société nouvelle, appelés à être, comme peuple de Dieu, le sacrement du salut au sein de la société.

Comme un exercice de ce discernement évangélique et pastoral sur le *Bilan social du cycle COVID-19 en Amérique latine et aux Caraïbes 2020-2021*, nous présentons ci-dessous quelques clés de lecture théologique pastorale qui ouvrent le dialogue et invitent à de nouveaux exercices de discernement sur les données fournies et les horizons qui nous sont annoncés.

Dans une perspective globale

Appelés à promouvoir et à participer aux changements nécessaires

Encore une fois, les données identifient une situation de crise écologique, sociale et culturelle, qui entraîne des exigences

et des demandes de changement à plusieurs niveaux : changements au niveau personnel, dans les attitudes et les habitudes ; les changements au niveau communautaire et structurel face à l'inefficacité de nombreux systèmes ; changements de paradigme, face aux limites présentées par les modèles économiques et politiques actuels. La pandémie a rendu visible la nécessité de ces changements à tous les niveaux, a levé le voile des distractions qui empêchaient la reconnaissance de leur urgence et de leurs dimensions, et a donné plus d'arguments à ceux qui les avaient déjà réclamés.

Des changements nécessaires qui nous amènent à réfléchir sur le rôle de la communauté ecclésiale par rapport à eux ; qui nous rappellent la valeur des questions qui ont guidé le synode des évêques de 1974 sur l'évangélisation et que saint Paul VI a rappelé au début de son Exhortation apostolique *Evangelii Nuntiandi* : « - Quelle efficacité possède l'énergie cachée de la Bonne Nouvelle, capable d'ébranler la conscience de l'homme ? « Dans quelle mesure et comment cette force évangélique peut-elle vraiment transformer l'homme d'aujourd'hui ? (EN 4). Des questions qui ont exposé le défi de la capacité de l'Évangile et de l'Église à participer au changement, à promouvoir des changements, plutôt que de simplement voir et subir les effets des crises sociales vécues au siècle dernier. Questions qui ont été abordées à partir de la reconnaissance de la dimension transformatrice de l'évangélisation, que le Pape développe dans son document : « Évangéliser signifie pour l'Église apporter la Bonne Nouvelle à tous les milieux de l'humanité et, avec son influence, transformer de l'intérieur, renouveler l'humanité elle-même : « Voici que je fais toutes choses nouvelles » » (EN 18).

Aujourd'hui, ces questions deviennent très actuelles à la lecture du diagnostic de la situation de notre continent et face

aux défis qu'elle pose à la mission évangélisatrice de l'Église. Quel est le rôle du peuple de Dieu face à ces situations et face aux besoins de changement que nous reconnaissons?

Rôle qui se découvre et se joue en premier lieu dans la conviction de l'action mystérieuse du Ressuscité et de son Esprit, comme le rappelle le Pape François:

« Certaines personnes ne se consacrent pas à la mission, car elles croient que rien ne peut changer et alors pour elles, il est inutile de faire un effort... Avec cette attitude, il devient impossible d'être missionnaire. Une telle attitude est justement une mauvaise excuse pour rester enfermée dans le confort, la paresse, la tristesse insatisfaite, le vide égoïste... Si nous pensons que les choses ne vont pas changer, rappelons-nous que Jésus-Christ a triomphé du péché et de la mort et qu'il est plein de puissance. Jésus-Christ vit vraiment. Sinon, « si le Christ n'est pas ressuscité, notre prédication est vide » (1 Co 15,14). L'Évangile nous dit que lorsque les premiers disciples sortirent prêcher, « le Seigneur collabora avec eux et confirma la Parole » (Mc 16, 20). Cela arrive aussi aujourd'hui. Nous sommes invités à le découvrir, à le vivre. Le Christ ressuscité et glorieux est la source profonde de notre espoir, et nous ne manquerons pas de son aide pour accomplir la mission qu'il nous confie. Sa résurrection n'appartient pas au passé, il s'agit d'une force vitale qui a pénétré le monde. Là où tout semble être mort, les bourgeons de la résurrection réapparaissent partout. C'est une force invincible. Il est vrai que plusieurs fois il semble que Dieu n'existe pas : nous voyons des injustices, des maux, de l'indifférence et de la cruauté qui ne cèdent pas. Mais il est également vrai qu'au milieu des ténèbres, quelque chose de nouveau commence toujours à germer et que tôt ou tard il produira des fruits... C'est la puissance de la résurrection et chaque évangéliste est un instrument de ce dynamisme... La résurrection du Christ fait naître partout les germes de ce monde nouveau ; et même s'ils sont retranchés, ils réapparaissent, car la résurrection du Seigneur a déjà pénétré l'intrigue cachée de cette histoire, car Jésus n'est pas ressuscité en vain. Ne restons pas en marge de cette

marche de l'espoir vivant !" (EG 275.276.278).

Mission qui concerne toute la communauté ecclésiale, en vertu du commandement de l'amour, tel qu'affirmé par les Évêques de Medellín:

« L'amour, « loi fondamentale de la perfection humaine, et donc de la transformation du monde » [GS 38] n'est pas seulement le commandement suprême du Seigneur ; c'est aussi le dynamisme qui doit pousser les chrétiens à exercer la justice dans le monde, ayant la vérité comme fondement et la liberté comme signe. C'est ainsi que l'Église veut servir le monde, rayonnant sur lui une lumière et une vie qui guérit et élève la dignité de la personne humaine [GS 41], consolide l'unité de la société [GS 42] et donne un sens et une signification plus profonde à toute l'activité des hommes. Certes, pour l'Église, la plénitude et la perfection de la vocation humaine s'accompliront avec l'insertion définitive de chaque homme dans la Pâque ou le triomphe du Christ, mais l'espérance d'un tel accomplissement consommé, plutôt que de s'endormir, doit « animer le souci de perfectionner cette terre, où grandit le corps de la nouvelle famille humaine, qui peut en quelque sorte anticiper un aperçu du nouveau siècle » [GS 39]. Nous ne confondons pas le progrès temporel et le Royaume du Christ ; néanmoins, le premier, « dans la mesure où il peut contribuer à mieux ordonner la société humaine, est d'un grand intérêt pour le Royaume de Dieu » [GS 39]. » (DM Justice 4-5).

Les changements personnels, culturels, structurels et paradigmatiques qu'il faut promouvoir, à partir de l'engagement évangélisateur de l'Église sur le continent, nécessitent donc un discernement des signes de l'œuvre que le Ressuscité fait déjà, particulièrement dans la vie de tant de victimes d'injustices et d'inégalités, et avec lequel il signale et confirme les efforts qui sont déjà faits et devraient être faits en tant que communauté ecclésiale, pour servir la justice et la solidarité dans le monde.

Des changements qu'il faut promouvoir à partir des convictions

de foi et avec un regard d'espoir, comme le suggèrent les titres à partir desquels l'information a été organisée : rêve écologique, social et culturel, qui répondent à la perspective d'espoir que nous donne le Ressuscité et le dynamisme transformateur qui a pénétré l'histoire et la conduit vers la plénitude du Royaume.

Dans un regard sur des sujets spécifiques

Il y a des événements et des questions spécifiques qui attirent également notre attention en tant qu'évangélistes : la santé, le travail, l'écologie, l'économie sociale, la crise de la démocratie, et qui indiquent des domaines spécifiques dans lesquels promouvoir le changement.

Appelés aux soins de la santé et de la vie

Parmi les appels spécifiques qui résonnent dans les données présentées dans le bilan, la nécessité d'une attention particulière à la question de la santé est reconnue. La crise sanitaire, l'insuffisance des systèmes de santé publics pour soigner les malades, et assurer ce droit, l'investissement insuffisant des gouvernements à cet égard et le manque de garanties pour en faire véritablement un droit exercé par tous, appellent l'engagement des pays et de l'Église elle-même avec le droit à la santé.

Cette crise sanitaire, ainsi que les protocoles de vaccination, ont mis en évidence la relation intime entre la santé, l'économie et le développement social. Interrelation que l'action évangélistique de l'Église doit prendre en compte.

La santé physique, la santé mentale et la santé spirituelle doivent être pleinement prises en compte dans les projets évangélistes au service d'une vie pleine pour tous. La vie nouvelle dans le Christ que nous nous reconnaissons appelés à servir et à prolonger doit prendre en compte le défi de la santé intégrale pour tous, comme une tâche nécessaire dans l'action évangélistique.

Appelés à proposer la bonne nouvelle du travail

Un autre appel spécifique parmi tous ceux qui résonnent dans les données présentées dans le rapport est l'attention particulière requise par le sujet du travail. Nous savons que l'un des effets négatifs les plus importants de la pandémie a été la perte d'emplois. On parlait déjà de 26 millions de chômeurs avant la COVID-19, et son arrivée reconnaît la perte de 35 millions d'emplois dans la région au cours de 2020. Dont seulement 58 s'étaient rétablis jusqu'au premier trimestre de cette année. Ces événements et leurs conséquences, si fortement ressentis, nous invitent à repenser la nécessité du travail, ainsi que sa valeur et sa dignité.

Nous venons d'une époque d'exaltation du temps libre, des loisirs, du plaisir, qui a culturellement éclipsé la valeur et la dignité du travail, son importance dans la vie des personnes et de la société ; un fait qui devient plus aigu avec la faible génération de sources d'emploi, avec les injustices qui sont commises dans les conditions de travail et dans l'insuffisance de rémunération.

La pandémie avec tous ses effets négatifs sur la situation économique et sociale des familles et des communautés a contribué à relativiser certains points de vue qui exaltaient les loisirs, le temps libre, la consommation irresponsable au détriment de la valeur du travail, et à mieux peser la valeur et la corrélation des réalités à la fois profondément humaines et sociales. De plus, les conditions de restriction au travail

imposées par la pandémie et les protocoles de biosécurité nécessaires, le développement de l'emploi à domicile, et l'émergence d'autres formes de travail ont contribué à remettre sur la table la réflexion sur l'emploi, sa valeur, sur sa réglementation et sur ses conditions et rémunérations équitables.

Ces circonstances, ainsi que les conséquences de l'augmentation de l'emploi informel, l'absence de politiques d'emploi décentes, l'importance des systèmes de protection sociale qui accompagnent l'emploi, nous invitent à réfléchir à un appel à l'engagement au travail : à proposer une fois de plus l'évangile du travail, le sens profond du travail et la nécessité d'un travail décent, dans les conditions de notre société, à promouvoir les sources de travail décent, à promouvoir une réflexion sur les nouvelles formes de travail qui émergent et sur les relations de travail. Sans aucun doute, la doctrine sociale de l'Église est appelée à relever ces défis, et les projets de pastorale sociale doivent relever ce défi.

Appelés à encourager la conversion écologique

Dans le domaine écologique, les effets de récupération de nombreux écosystèmes pendant la pandémie ont montré qu'un changement en faveur du soin de la maison commune est possible. Les signes de ce changement favorable, malgré leur courte durée après les effets de la relance économique, incitent à continuer à promouvoir le changement dans les manières de se rapporter à l'environnement et d'atteindre une plus grande durabilité.

Il est important de profiter de la situation pour continuer la tâche de mettre en relation les valeurs de l'Évangile avec la création et de promouvoir la conversion écologique, en faisant comprendre les engagements de tous les baptisés avec le soin de la Maison Commune.

Appelés à accompagner la société civile dans le développement d'une économie sociale

La manière dont la société civile a réussi à développer pendant les quarantaines, à l'occasion de la pandémie, une économie sociale qui a fourni à bien des égards ce que l'économie de marché ne pouvait pas atteindre constitue un fait significatif.

L'action de solidarité développée en faveur des plus faibles, avec ingéniosité et courage, a sauvé de nombreuses vies d'individus et de familles qui n'ont pas bénéficié des aides que l'État leur accordait. Ainsi, montrant la nécessité de promouvoir les formes d'organisation et d'action de la société civile et sa complémentarité avec les actions de l'État.

L'Église a beaucoup à apporter dans ce processus de promotion de modes de vie de la charité sociale qui donnent une âme aux processus de développement.

Appelés à éclairer les nouvelles formes de participation citoyenne

La crise de la démocratie et de la participation citoyenne, comme il est indiqué dans le rapport, pose le défi de proposer les principes et les critères que la doctrine sociale de l'Église doit apporter, à l'œuvre évangélique de l'Église: le sens de la dignité humaine, la fraternité universelle, la communauté humaine, le bien commun, la politique, etc. Sagesse de l'Évangile qu'il faut mettre en dialogue avec les nouvelles réalités et formes de participation politique qui émergent, avec la multiplication des populismes qui surgissent en

ces temps, ainsi qu'avec les désaccords que les populations expriment face à la façon de vivre la démocratie.

Appelés à écouter et dialoguer avec les victimes, avec les pauvres

Enfin, il faut prendre en compte le grand nombre de victimes qui ont subi les circonstances qui nous interpellent. Ce ne sont pas que des données, ce sont des personnes et des histoires de vie, devant lesquelles les disciples du Seigneur Jésus-Christ ne peuvent pas passer, sans s'arrêter et écouter leur douleur, leurs réclamations et leurs demandes. Proximité et dialogue qui conduisent à la compréhension des moyens de résoudre nombre des problèmes évoqués, à la génération d'actions en faveur de la transition d'une culture du déchet à une culture du soin, et qui génèrent la mystique nécessaire pour le grand défi de promouvoir la dimension sociale de l'évangélisation.

Le besoin de rêver ensemble

Avec les données de la réalité qui nous interpellent, il est nécessaire de garder à l'esprit ce que le Pape François a dit dans son discours aux mouvements populaires de cette année:

« Sœurs et frères, rêvons ensemble. Et de la même manière que je demande cela avec vous, je veux, aussi avec vous, vous transmettre quelques réflexions sur l'avenir que nous devons construire et rêver. J'ai dit réflexions, mais peut-être pourrait-on dire rêves, car en ce moment le cerveau

et les mains ne suffisent pas, il faut aussi le cœur et l'imagination : il faut rêver pour ne pas revenir en arrière. Nous devons utiliser cette superbe faculté de l'être humain qu'est l'imagination, ce lieu où l'intelligence, l'intuition, l'expérience et la mémoire historique se rencontrent pour créer, composer, s'aventurer et risquer. Rêvons ensemble, car ce sont précisément les rêves de liberté et d'égalité, de justice et de dignité, les rêves de fraternité qui ont amélioré le monde. Et je suis convaincu que dans ces rêves le rêve de Dieu s'insinue pour nous tous, que nous sommes ses enfants... « Mais ce sont des choses inaccessibles », dira quelqu'un. Oui, mais ils ont la capacité de nous mettre en mouvement, de nous mettre sur la route. » (Saint-Père François, Message vidéo aux mouvements populaires, 2021).

Mons. Jaime Mancera Casas

Membre de l'Équipe de Réflexion Théologique-Pastorale du CELAM



EDITORIAL **CELAM**

Carrera 5 N° 11 8- 31
PBX (571)587 9710 Exts. 307/345/351
editora@celam.org
eventas@celam.org
elibreria@celam.org
Bogotá, D. C., Colombia